

REPUBLIQUE ALGERINNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE ABDERHMANE MIRA BEJAIA



FACULTE DE SCIENCE ECONOMIQUE, COMMERCIALES ET DES
SCIENCE DE GESTION

DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de master en sciences économiques

Option : Economie Quantitative

Thème :

**La participation des femmes au
marché du travail et à la croissance
économique en Algérie**

Réaliser par :

- Ghouar Amar
- Braik Ouarda

Encadré par :

-M^{me} Amrani Saloua

Année universitaire : 2021/2022



Remerciement

Au terme de ce travail, nous remercions le Bon Dieu le tout puissant de nous avoir donné le courage, santé et volonté d'entamer et de terminer ce mémoire.

Nos remerciements les plus vifs vont d'abord à Madame Amrani Saloua d'avoir accepté de nous encadrer et pour son soutien, sa gentillesse et ses encouragements tout en long de ce travail.

Nous tenons aussi à remercier tous les enseignants et le personnel de l'université de Bejaïa, particulièrement ceux du département économie pour leurs aides et leurs précieux conseils et pour l'intérêt qu'ils portent à notre formation.

Enfin, nos remerciements vont aussi à toutes les personnes qui nous ont aidés de près ou de loin pour la réalisation de ce mémoire.

Quarda – Amar

Dédicaces

Je tiens à dédier ce travail à :

- ◆ A ma mère Naima et mon très cher père Azzedine.
- ◆ A mes sœurs : Bina, Letissia, Imane, Amina
- ◆ A mon frère Amine
- ◆ A mes meilleures amies : Siham et Mouna
- ◆ A mon binôme Ghouar Amar
- ◆ Tous ceux qui m'aiment et que j'aime.

Ouarda

Dédicaces

Je tiens à dédier ce travail à :

- ◆ A ma mère Mira et mon très cher père Kaci.
- ◆ A mes sœurs : Tinhinane et Lydia
- ◆ A mon frère Nassim
- ◆ A ma binôme Braik Ouarda
- ◆ Tous ceux qui m'aiment et que j'aime.

Amar

Sommaire

Remerciement	
Dédicace	
Liste des abréviations	
Sommaire	
Introduction générale.....	1
Chapitre 1 : le marché du travail et la croissance économique en Algérie.....	4
Introduction	
Section 1 : Marché du travail algérien	4
Section 2 : La croissance économique en Algérie	11
Conclusion	
Chapitre 2 : Données sur l'emploi féminin et chômage des femmes en Algérie.....	19
Introduction	
Section 1 : La place de la femme dans le marché du travail et sa participation à l'activité économique.....	20
Section 2 : L'emploi féminin en Algérie et l'inégalité du genre.....	30
Section 3 : Le chômage des femmes en Algérie et l'informalité.....	34
Conclusion	
Chapitre 3 : L'impact de la participation des femmes au marché du travail sur la croissance économique étude économétrique.....	42
Introduction	
Section 1 : Spécification du modèle économétrique.....	42
Section 2 : Présentation des variables et l'estimation économétrique.....	46
Conclusion	
Conclusion générale.....	58
Liste des tableaux.....	61
Liste des figures	63
Les annexes	64
Bibliographie	80

Listes des abréviations

Liste des abréviations

PGF : Productivité globale des facteurs

ADF: Augmented dickey-fuller

ARDL: Auto-régressif Distributed Lag

BIT : Bureau international du travail

MENA : Moyen orient et Afrique du Nord

EFE : Fondation éducation pour l'emploi

ONG : Organisation non gouvernementale

FMI : Fond monétaire international

PIB : Produit intérieur brut

PNB : Produit national brut

PIBH : Produit intérieur brut par habitant

POP : Population

ONS : Office national des statistiques

CCF : Consommation de capital fixe

BAD : Banque africaine du Nord

CSP : Catégories socioprofessionnelles

CHOF : Chômage des femmes

POPACTF : Population active féminine

POPOCCF : Population occupée féminine

SIC : Schwarz information Criteria

Introduction

générale

De nombreuses portes se sont ouvertes Aujourd'hui, pour les femmes se sont agricultrices. Elles exercent des impacts élargis et positifs sur l'économie par leur présence dans le monde des affaires, (dans l'agriculture et dans l'industrie, comme employées de maison, commerçante de marché, travailleuses migrantes, et par tous les soins non rémunérés qu'elles dispensent).

À travers le monde le chômage est un défi majeur pour toutes les économies, aucune société quel que soit son niveau de développement économique n'est à l'abri de ce phénomène qui est devenu un thème central du discours politique. Malgré, le chômage en Algérie a considérablement diminué durant ses dernières décennies, et l'augmentation de la force de travail mais la participation des femmes est restée inférieure à celle des hommes, les écarts de salaire entre les sexes élevés et les femmes surreprésentées dans le secteur informel et parmi les segments les plus défavorisés des populations. Plus inquiétant, les progrès vers l'égalité des sexes semblent avoir stagné dans ce domaine.

En Algérie l'impact féminine au marché du travail fait face à de nombreuses contraintes, Très souvent, des restrictions juridiques et/ou des obstacles culturels et sociaux contraignent la capacité des femmes à rejoindre le marché du travail, développer leur plein potentiel économique et contribuer à la prospérité du pays social.

La force de travail féminine a considérablement évolué au gré de la transformation sociologique et des changements économiques que le pays a connus depuis 1962.

La participation des femmes à l'activité économique suit une logique tout à fait différente par rapport aux hommes. Pour les femmes, c'est les variables relatives au capital humain « niveau d'instruction et formation professionnelle qui déterminent le plus la participation au marché de travail. Pour les hommes c'est plutôt l'âge qui détermine cette participation

De ce fait, nous sommes amenés à poser la question principale suivante :

Quel est l'impact de la participation de la femme au marché du travail et à la croissance économique ?

Le problème ainsi posé, nous amène à approfondir notre recherche tout en essayant de répondre aux questions secondaires suivantes

- Quel est l'apport direct entre le marché du travail et la croissance économique en Algérie ?

- La femme algérienne a-t-elle une influence sur le marché du travail et la croissance économique ?
- Quel est le lien entre la croissance économique et le marché de travail féminin en Algérie ?

La démarche préconisée pour apporter quelques éléments de réponses aux questions ainsi posées. Nous abordons dans le premier chapitre le marché du travail et la croissance économique. Ce chapitre est composé de deux sections. Nous présentons dans la première section l'approche générale sur le marché du travail et son apport (présentation du courant, définition, les institutions et les organisations). Dans la deuxième section nous allons essayer de comprendre le rôle des institutions dans la croissance économique.

Le deuxième chapitre sera consacré sur les données sur l'emploi féminin et le chômage des femmes en Algérie. Ce chapitre est partagé en trois principales sections. La place de la femme dans le marché du travail algérien ainsi que sa participation à l'activité économique et l'emploi féminine en Algérie ainsi que les inégalités du genre sont traitées dans les deux premières sections, tandis que la troisième section sera consacrée sur le chômage des femmes en Algérie et l'informalité.

Enfin, le troisième chapitre est réservé à la présentation d'un essai de modélisation de l'impact du travail des femmes sur la croissance économique en Algérie. Dans ce chapitre nous allons donner une présentation théorique du modèle à estimer et présenter les variables retenues pour notre modèle et puis nous allons procéder à l'estimation économétrique.

Chapitre

1

Chapitre 1 : le marché du travail et la croissance économique en Algérie

De récentes études sur la croissance partent de l'hypothèse que la formation et l'expérience de la main-d'œuvre représente une forme de capital (humain).

Donc l'objet de ce chapitre est d'esquisser le cadre théorique et conceptuel du marché de travail et la croissance économique. Il est subdivisé en deux sections. La première section présentera le cadre conceptuel et l'approche général du marché du travail. La deuxième section traite un contexte général de la croissance économique.

Section 1 : Marché du travail algérien

Traditionnellement, le marché du travail est donc présenté comme lieu d'une confrontation entre une offre et une demande de travail indépendantes qui permet de déterminer un taux de salaire et un niveau d'emploi d'équilibre.

Dans cette section nous allons voir le marché du travail selon les néoclassiques et keynésienne, marché du travail en Algérie et ces indicateurs ainsi que son évolution.

1. Définition du marché du travail :

Le marché du travail plus communément appelé marché de l'emploi, désigne un endroit théorique où se rencontre les offres et les demandes d'emploi. Deux acteurs sont indissociables de marché du travail. Les employeurs et les salariés. Les premiers sont à l'origine de l'offre et les secondes de la demande. C'est sur ce marché du travail qu'est régulée l'activité professionnelle contre rémunération.

2. Marché du travail selon l'analyse classique et keynésienne

La nature et formation de l'équilibre diffèrent dans les optiques néoclassique et keynésienne. On suppose que l'équilibre est celui du plein emploi pour la première, et pour la deuxième l'équilibre est sous emplois.

Nous allons présenter les deux principales conceptions du marché du travail.

2-1- L'analyse classique :

C'est la loi de l'offre et de demande qui commande le marché du travail pour l'école libérale. Et qui détermine le niveau de l'emploi : une courbe d'offre décrit le comportement des ménages et une courbe de demande traduit le comportement des entreprises.

1. La demande de travail :

Selon l'analyse classique, l'agent économique est supposé se comporter comme le fait l'entreprise individuelle en concurrence pure et parfaite, les prix et les salaires sont les données du marché pour tous les agents. Par ailleurs, la demande de travail désigne la quantité du travail que l'entreprise souhaite utiliser à un niveau de salaire donné pour mettre en œuvre son processus de production. Si l'entreprise a la certitude de pouvoir vendre toutes sa marchandise, elle utilisera un effectif tel que lui coûte.

La fonction de production d'une entreprise (Y) opérant sur la courte période est donc fonction uniquement de facteur travail, le capital est supposé fixe :

$$Y = f(\bar{k}, L) = f(L)$$

Le coût total est donc $\hat{C} = wL + r\bar{k}$

Le profil π correspondant s'écrit comme suit :

$$\pi = P_t * Y_t - (wL + r\bar{k})$$

$$\text{Max } \pi \Leftrightarrow \frac{d\pi}{dL} = 0 \Rightarrow p \frac{dY}{dL} - w = 0 \Leftrightarrow \frac{dY}{dL} = \frac{w}{p} \quad ; \text{ avec } \frac{dY}{dL} = PmL$$

(productivité marginale et $\frac{w}{p}$ = taux de salaire réel.

Ainsi, l'entreprise tend à embaucher des travailleurs tant que le coût marginal du travail est inférieur à sa productivité marginale. Le profit est maximum lorsque la productivité marginale est égale au taux de salaire réel : c'est le point d'équilibre.

La demande globale L^d est donc fonction décroissante du taux de salaire réel $\frac{w}{p}$ (w étant le salaire nominal et p le niveau général des prix) : $L^d = f - \left(\frac{w}{p}\right)$.

2. L'offre de travail

Elle émane des ménages qui offrent une quantité de travail pour L^a avoir en contrepartie un revenu monétaire qui sert à financer les dépenses de consommation en vue d'une maximisation de leur fonction d'utilité. Par ailleurs, les ménages disposent d'un temps limité qu'ils peuvent

consacrer soit au travail soit au loisir afin de tirer de chacun une certaine satisfaction. L'offre du facteur travail dépendra donc de l'arbitrage que font les travailleurs entre l'utilité procurée par un salaire et la renonciation aux loisirs. Ainsi toute augmentation du taux de salaire réel, entraîne une augmentation de la satisfaction procurée par une heure de travail (celle des loisirs étant constante). Les seront donc disposés à offrir plus de travail en renonçant à une quantité de loisir et inversement.

L'offre globale L^a est donc fonction croissante du salaire réel $\frac{w}{p}$: $L^a = f + \left(\frac{w}{p}\right)$.

3. L'équilibre du marché du travail :

L'offre et la demande de travail vont nous permettre de déterminer le salaire réel d'équilibre $\frac{w^*}{p}$, correspondant graphiquement à l'intersection des deux courbes (point E). Ce dernier nous permettra de déterminer le niveau d'emploi d'équilibre L^* . C'est un équilibre de plein emploi, dans le sens où il n'y a pas de chômage involontaire.

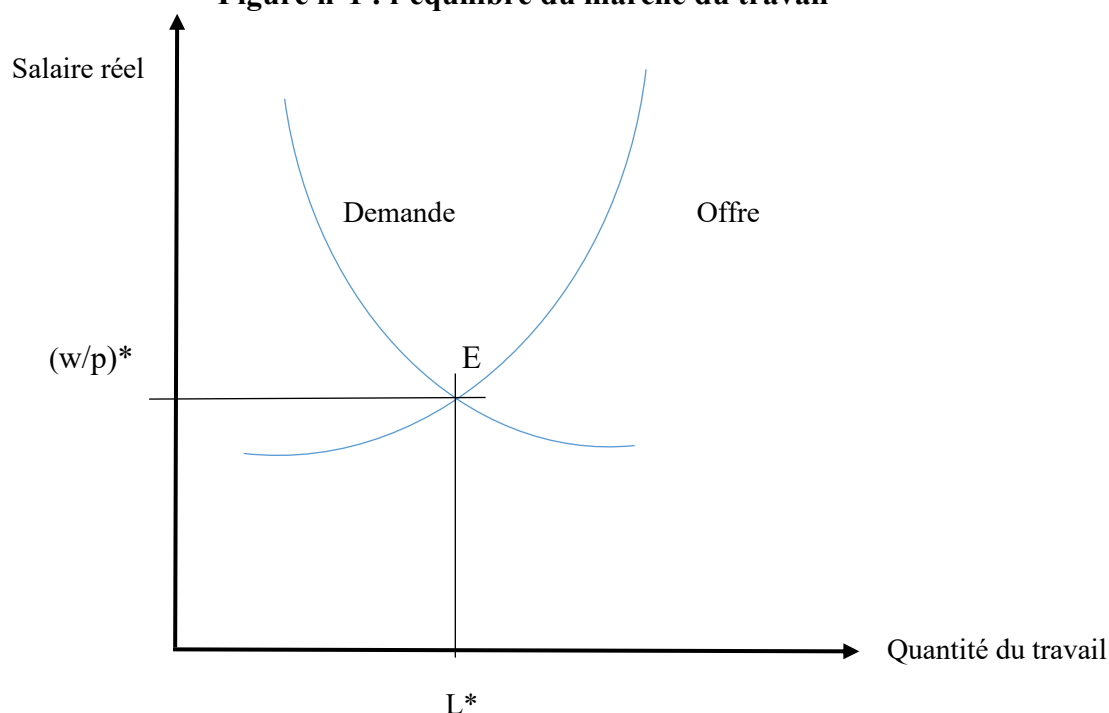
En ce point d'équilibre, il n'y a ni excédent d'offre, ni excédent de demande. Pour un salaire $(w/p)^*$, les entreprises souhaitent engager L^* quantités de travail et les ménages sont prêts à les fournir.

Si le taux de salaire s'éloigne de celui d'équilibre, $\left(\frac{w}{p}\right) > \left(\frac{w}{p}\right)^*$, alors la situation de déséquilibre est caractérisée par un chômage $(L^a - L^d)$ due à un taux de salaire plus élevé. Cependant cette situation n'est pas durable puisque selon l'hypothèse de la concurrence pure et parfaite qui caractérise les marchés, les travailleurs proposeront des taux de salaires plus bas qui ramèneront le niveau de l'offre à celui de la demande.

Si le taux de salaire est inférieur à celui de l'équilibre $\left(\frac{w}{p}\right) < \left(\frac{w}{p}\right)^*$ alors l'offre de travail est inférieure à la demande et les entreprises proposeront des taux de salaires de plus en plus élevés afin de ramener le niveau de la demande à celui de l'offre.

Remarque : tous ceux qui acceptent de travailler avec le taux de salaires d'équilibre trouveront de l'emploi. Ceux qui n'acceptent pas parce qu'ils estiment que le taux est très bas se mettront volontairement au chômage.

Figure n°1 : l'équilibre du marché du travail



2-2- L'analyse keynésienne :

Les Keynésiens contestent l'existence d'un tel marché du travail. L'importance de la pression des syndicats est telle que les salaires nominaux ne peuvent pas diminuer. On dit que les salaires sont rigides à la baisse. C'est ce qui empêche les chômeurs involontaires d'offrir leur travail à des salaires en diminution.

Pour Keynes, l'initiative en matière d'emplois ne revient pas aux ménages qui offrent leur force de travail mais aux entreprises qui créent les emplois. Dans cette optique, la main d'œuvre se présente en tant que preneur d'emplois et non plus en tant qu'offreur de travail. Donc le chômage n'est pas dû au refus des travailleurs mais plutôt à une insuffisance des créations d'emplois. Cette situation est due au niveau de production inférieur à celui qui permettrait l'emploi de toute la population active disponible. L'offre de travail est dépendante de plusieurs facteurs : durée du travail, le taux de croissance démographique, la durée de la scolarité...etc. La stabilité de tous ces facteurs rend l'offre de travail plus ou moins constante.

3. Le marché du travail algérien :

Le marché du travail en Algérie se caractérise par un taux d'emploi élevé dans le secteur public, une forte réglementation, une création d'emplois réduite dans le secteur privé et une importante informalité. L'Algérie présente un taux de chômage élevé chez les jeunes et les femmes et de faible taux de participation des femmes au marché du travail. En 2019, le taux de chômage des

jeunes et des femmes a atteint respectivement 31% et 21%. Bien que le taux d'activité des femmes ait légèrement augmenté au cours des 20 dernières années, il reste faible à un niveau de seulement 15% pour les femmes âgées de 15 ans et plus. Et de seulement 8% pour les jeunes femmes représentant moins d'un quart des taux d'activité des hommes dans chaque groupe d'âge.

L'Algérie a connu une période d'incertitude suite à la démission du président de la république en Avril 2019. L'élection du nouveau président en décembre 2019 devrait modérer cette incertitude, ce qui pourrait créer un environnement dans lequel des entreprises du secteur privé sont confiantes pour accélérer les activités de recrutement. D'après la banque mondiale, actuellement, les secteurs en croissance en Algérie sont les services commerciaux, la construction, l'industrie et les travaux publics, ce qui correspond à l'analyse d'EFE concernant le marché du travail Algérien en 2019. Ces secteurs de croissance pourraient changer en fonction de la façon dont la COVID-19 affecte les différentes industries.

Les programmes d'activation du marché du travail en Algérie ont pris diverses formes au fil des ans, dont les subventions salariales, des programmes de formation, d'apprentissage et l'appariement des emplois. Le gouvernement Algérien, des ONG internationales, les organisations Algérienne locales et les institutions multilatérales ont mis en œuvres divers modèles de planifications dans le pays. Le gouvernement Algérien a déployé des efforts importants pour réduire le chômage, grâce à des initiatives visant à intégrer les individus dans la population active et à soutenir les projets d'entrepreneuriat. Des évaluations peuvent être utilisées pour déterminer l'efficacité des programmes actuels, et pour aider à formuler des futurs programmes.

4. Evolution du marché du travail :

Des indicateurs de l'emploi révèle des ruptures dans L'évolution du marché du travail, notamment en 1987 et 1995. Après une résorption progressive du chômage entre 1973 et 1985 avec la création de 150 000 emplois par an en moyenne, le contre-choc pétrolier aura comme conséquence une augmentation brutale du taux de chômage qui atteint 21 % en 1987. Les années 1990 restent marquées par un accroissement continu de ce taux renforçant le caractère irréversible de cette dynamique à la hausse. En 1995, le chômage franchit un nouveau palier et atteint pour la première fois la barre des deux millions de personnes. Sa persistance désormais une caractéristique structurelle de l'économie algérienne. Parmi les facteurs explicatifs avancés, le taux élevé de la croissance démographique ainsi qu'un taux de participation à la hausse, du

fait notamment de l'amélioration du niveau d'éducation, en particulier de la population féminine.

5. Indicateurs du marché du travail algérien :

Les principaux indicateurs du marché du travail sont :

a. La population active :

La population active regroupe la population ayant un emploi « autrement dite, la population occupée », et les chômeurs.

La population active algérienne a été estimée à 12730000 en 2019 soit 29.57% de la population totale du pays. Elle est composée majoritairement des hommes. Les femmes ne représentent que 19.73% de l'ensemble des actifs.

b. La population occupée : (POP en emploi)

La population occupée regroupe l'ensemble des actifs ayant 15 ans et plus qui exercent un emploi.

La population en emploi est estimée à 11281000 personnes, il s'agit des personnes ayant exercé une activité marchande durant l'année 2019. Elle est essentiellement masculine. Les femmes occupées ne représentent que 13.5% de l'ensemble des occupés.

c. La population au chômage :

Toutes personnes qui sont sans emploi, avaient effectué des activités de recherche d'emploi durant une période, et était actuellement disponible pour l'emploi si la possibilité d'occuper un poste de travail existait.

Le nombre des chômeurs en Algérie était estimé à 1449000 en 2019. Les hommes à la recherche d'emploi sont beaucoup plus nombreux que les femmes. Sur l'ensemble des chômeurs, 9.1% sont des hommes et 20.4 % sont des femmes.

Tableau n°1 : Evolution de quelques indicateurs du marché du travail

	2009			2011			2013			2015			2019		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
Taux de la participation à la force du travail															
15ans et +	68.7	13.9	41.4	65.3	14.2	40.0	69.5	16.6	43.2	66.8	16.4	41.8	66.8	17.3	42.2
15-24	47.8	8.4	28.3	41.7	9.2	25.8	45.3	10.0	27.9	41.0	8.8	25.2	41.6	7.8	25.0
25-54	90.9	19.9	55.3	87.8	19.8	53.6	92.0	23.4	57.7	89.2	23.3	56.3	88.8	25.4	57.2
25-34	89.5	24.3	57.5	86.0	24.8	55.6	91.8	28.9	61.3	88.6	30.2	59.9	89.1	32.1	61.5
35-54	92.0	16.5	53.6	89.2	16.0	52.0	92.1	19.3	54.9	89.6	18.7	53.7	88.6	21.3	54.3
15-59	74.7	15.4	45.2	71.4	15.8	43.9	76.3	18.5	47.7	73.9	18.4	46.4	74.7	19.9	47.5
55-59	/	/	/	64.2	7.6	38.5	64.4	7.2	37.6	60.2	6.4	35.0	60.8	8.5	35.9
60ans et+	16.7	2.0	9.3	15.2	1.7	8.5	17.0	1.8	9.4	16.0	2.1	9.0	15.9	1.4	8.6
Ratio emploi population															
15ans et +	62.8	11.4	37.2	59.8	11.8	36.0	63.7	13.9	39.0	60.2	13.6	37.1	60.7	13.8	37.4
15-24	38.7	5.5	22.2	33.7	5.7	20.0	35.5	6.0	21.0	30.1	4.8	17.7	31.7	4.3	18.3
25ans et+	73.4	14.0	43.8	70.4	14.2	42.3	73.8	16.6	45.4	69.9	16.4	43.3	68.9	16.4	42.7
Taux de chômage															
Ensemble	8.6	18.1	10.2	8.4	17.2	10.0	8.3	16.3	9.8	9.9	16.6	11.2	9.1	20.4	11.4
Jeunes (16-19.0)	34.6	34.6	21.3	19.1	38.1	22.4	21.6	39.7	24.8	26.7	45.3	29.9	23.6	45.1	26.9
Adulte	5.7	14.4	7.2	6.0	12.6	7.2	5.5	12.0	6.8	7.0	12.3	8.0	6.8	17.8	9.1

Source : réalisé par nous même à partir des données statistiques de l'ONS.

D'après les résultats des enquêtes de l'ONS, on constate que les femmes semblent sur la voie de rattraper une part de leur faible participation, et que le taux de participation des femmes à la force du travail augmente progressivement au fil des années. Comme on peut noter : que les femmes ayant entre (25-34ans) sont les plus participantes au marché du travail, leurs taux de participation en 2009 et 2019 sont 24.3 et 32.1 respectivement, qui veut dire que malgré durant une telle période importante leurs taux de participation restent toujours inférieurs à celui des hommes à des causes suivantes ; manque des conditions de mobilité, principalement le transport et la sécurité, les responsabilités familiales et l'occupation des enfants. Sont généralement des obstacles pour l'engagement des femmes dans une activité hors-foyer. Et même avec cette faible participation, le taux de chômage des femmes est supérieur au taux de chômage global, on notera que les jeunes ayant entre (16-24 ans) sont les plus touchés par ce phénomène. Une remarque aussi importante qui peut souligner aussi que le taux d'occupation des femmes qui sont moins recrutées que les hommes sur le marché du travail tout ça causé par les inégalités du genre qui ne favorisent pas du tout l'emploi féminine.

Section2 : la croissance économique en Algérie

Dans la littérature économique, la croissance économique est un phénomène important considéré comme un objectif à atteindre par la majorité des pays développés et en développement car elle assure la prospérité économique et sociale.

Pour mieux comprendre l'importance de ce phénomène de la croissance économique, nous allons donc nous intéresser dans cette section sur les concepts de base de la croissance économique ainsi que les différents indicateurs de cette croissance, ses types, ses facteurs et ses effets, ainsi que l'économie informel en Algérie.

1. La croissance économique

1.1 Définition :

La croissance économique se manifeste par une augmentation significative et durable de la production des biens et services. Cette variation positive se mesure grâce à l'évolution annuelle de l'indicateur du produit intérieur brut (PIB). PIB permet de déterminer la valeur de tous les biens et services produit dans un pays.

1.2 Les types de la croissance économique :

En règle générale, deux types de croissance sont distingués par les économistes :

- a. *La croissance économique intensive :*

La croissance intensive est le croisement de production à volume de facteurs de production équivalents grâce à des gains de productivité. Elle n'entraîne pas nécessairement de création d'emploi.

a. *La croissance économique extensive :*

La croissance extensive se caractérise par une augmentation du nombre de facteur de production tels que la création de nouvelles entreprises. Ce type de croissance est générateur d'emploi.

b. *La différence entre la croissance économique intensive et extensive :*

La croissance extensive, proportionnelle à l'augmentation de la quantité des facteurs de production, essentiellement le travail et le capital. La croissance intensive liés à l'augmentation de la productivité et/ou au capital.

1.3 Les facteurs de la croissance économique

La croissance économique dépend de l'utilisation des facteurs de production. Ces facteurs de production sont le travail, le capital et la productivité globale des facteurs.

▪ *Le facteur travail :*

Le facteur travail désigne l'ensemble des activités humaines qui permettent la production des biens et services et la capacité de travail. Sur le marché du travail, le facteur de travail peut être calculé en nombres de travailleurs disponibles ou en nombres d'heures travaillées. C'est l'ensemble des heures de travail effectuées par les individus dans une entreprise en contrepartie d'une rémunération.

▪ *Le facteur capital :*

Le facteur capital est un facteur de production constitué des éléments matériels mobilisés par les unités de production pour produire.

Il se décompose en deux parties :

⇒ Le capital circulant qui correspond aux consommations intermédiaire (les biens déduit ou transformés pendant le processus de production).

⇒ Le capital fixe (ensemble des biens qui ne sont pas déduit pendant le processus de production, eg : Les machines).

▪ *Progrès technique :*

La productivité globale des facteurs (PGF) désigne le rapport entre la production et le volume total de facteurs utilisé. Autrement dit, la PGF mesure l'accroissement de richesse qui n'est pas expliqué par l'accroissement des facteurs de production. Elle intervient donc comme un troisième facteur.

L'élément le plus central dans la PGF est certainement le progrès technique. Le progrès technique peut désigner à la fois une amélioration qualitative des facteurs de production, du fait d'innovations techniques, ou bien encore de leur utilisation, du fait des innovations organisationnelles.

1.4 Comment calculer la croissance économique ?

La plupart des pays utilisent l'indicateur du PIB pour estimer leur croissance économique. Il faut savoir que le PIB correspond à la valeur de tous les biens et services d'un pays a produits tout long d'une année.

La croissance est estimée par l'estimateur du PIB par habitant.

Certains pays servent également du produit national brut (PNB) comme un indicateur économique. Le PNB se définit comme étant la valeur totale des biens et services produits par des entreprises ou des personnes ayant la nationalité du pays, qu'elles bénéficient d'une implantation dans le pays ou à l'étranger.

- Les mesures de la croissance économiques :

- a. Produit intérieur brut PIB :

Il mesure la production totale de biens et services réalisés à l'intérieur d'un pays pendant une période donnée et le produit intérieur brut est calculé en additionnant les valeurs ajoutées des différents agents économiques.

$$PIB = \sum VA$$

VA= valeurs des biens et services produits- valeurs des consommations intermédiaires.

Le PIB peut être restructuré en différentes composantes pour analyser le fonctionnement d'une économie. On parle d'approche du PIB par production, par revenus ou par la demande. En effet la richesse créée par un pays est une richesse produite qui permet de constituer les revenus qui viendront alimenter la demande.

- *PIB : Approche par la production :*

Approche par la production permet de mieux saisir la provenance de la richesse créée en particulier les contributions par secteur d'activité (construction, industrie...) ou par type d'acteurs économiques (privés, publics, associatifs). Selon cette méthode, le PIB se calcule en additionnant les valeurs ajoutées des agents économiques publics et privés.

- *PIB : Approche par revenus :*

Permet de mettre en évidence la répartition de la richesse créée entre les salariés, l'Etat et les entreprises. Le PIB correspond alors à la rémunération des salariés, aux impôts perçus par l'Etat sur la production et les importations (corrégés des subventions reversées) et aux excédents d'exploitation dégagés par les entreprises.

PIB= les salaires + les intérêts + les bénéfices + les rentes.

- *PIB : Approche par demande :*

Approche par demande met en relief la manière dont la richesse produite a été utilisée : dans la consommation, dans l'investissement et dans la constitution de stocks ou par sa monétisation à l'étranger (solde des échanges extérieurs). Cette approche permet souvent de modéliser et piloter les politiques économiques conjoncturelles (relance par la demande des ménages, soutien à l'investissement, dévolution ou revalorisation de la devise nationale...)

$$\text{PIB} = C + I + G + X - M$$

C → consommation I → investissement

G → dépense publique X → exportation

M → importation

b. Produit national brut :

C'est un indicateur économique qui indique de valeur des biens et services finis produits par facteurs de production détenus par les citoyens d'un pays sans prendre en compte le lieu de la création de cette valeur.

Nous pouvons dire que la différence entre le PIB et le PNB est la suivante :

- Le PIB est un indicateur qui mesure la richesse économique créée par les agents nationaux ou étrangers dans le territoire national. Par contre, le

PNB est un indice qui mesure la valeur produite par les agents nationaux que ce soit sur le territoire ou à l'étranger.

- Le PNB est un indice basé sur le principe de nationalité alors que le PIB est un indicateur calculé suivant le critère territorialité.

1.5 Les limite de l'indicateur PIB

Malgré les méthodes utilisée pour mesurer la croissance économique, le PIB en tant qu'un indicateur s'avère insuffisant pour mesurer la performance économique d'une nation.

L'augmentation du PIB ne signifie pas nécessairement l'augmentation de la richesse de tous les habitants. Cela dépend de plusieurs facteurs.

- Si le PIB augmente moins vite que la population, alors que la richesse disponible par habitant diminue, ce qui s'avère inaccordable avec l'idée que la croissance augmenterait le bien-être de la population. C'est pourquoi les économistes choisissent souvent de retenir le PIB par habitant comme indicateur de croissance.
- Le PIB ne mesure pas que la valeur ajoutée produite par les agents résidents, et ne tient pas en compte des transferts des ressources entre nations. Pour certains pays en développement, ces transferts représentent une part très sensible de la richesse nationale, et il est alors plus pertinent d'utiliser d'autres agrégats, comme revenu national brut PNB.
- Le PIB est un agrégat qui fait l'objet d'une construction statistique reposant sur de nombreuses conventions, qui évaluent des ensembles hétérogènes par nature, des biens et services produits par une économie d'où le fait que des activités non évaluées ont parfois un poids important rend délicates les comparaisons internationales.
- Le PIB est un indicateur brut qui incorpore la consommation de capitale fixe(CCF), c'est-à-dire l'amortissement économique nécessaire au remplacement du capital fixe. Un agrégat net serait toujours préférable pour mesurer la richesse d'une nation, mais la mesure de l'amortissement reste très complexe et approximative ce qui explique l'utilisation d'un indicateur brut.

Malgré ces insuffisances, le PIB est avant tout un indicateur quantitatif. Il est encore loin de refléter parfaitement la richesse d'un pays et la quantité de vie de ces habitants. C'est néanmoins un outil de toute première importance pour l'analyse économique. Il reste à l'améliorer ou à le compléter par d'autres indicateurs pour prend en compte la quantité de vie plutôt que la quantité de richesses produites.

1.6 Les effets de la croissance économique

La croissance économique forte aura un impact positif dans de nombreux domaines :

- ✓ L'augmentation du pouvoir d'achat.
- ✓ Amélioration du niveau de vie de la population.
- ✓ Augmentation de l'espérance de vie.
- ✓ Baisse du chômage.
- ✓ Diminution du taux de pauvreté.
- ✓ Stabilisation politique.
- ✓ Etc.

2. La croissance économique en Algérie

Depuis les années 2000, une période de croissance s'annonce. Elle était caractérisée par l'augmentation des prix et des quantités du pétrole et par la mise en œuvre d'une nouvelle loi libérale.

A la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, le monde est touché par une crise financière encore plus sévère que celle de 1929. Cette crise n'a pas eu des conséquences fâcheuses sur l'économie Algérienne puisque la finance Algérienne n'est pas intégrée au marché financier mondial. Par contre, elle a eu des effets négatifs sur le secteur des hydrocarbures. En effet, le prix du baril a chuté en dessous de 40 dollars ce qui a entraîné une problématique du financement de développement à long terme. (MEKIDECHE, 2010)

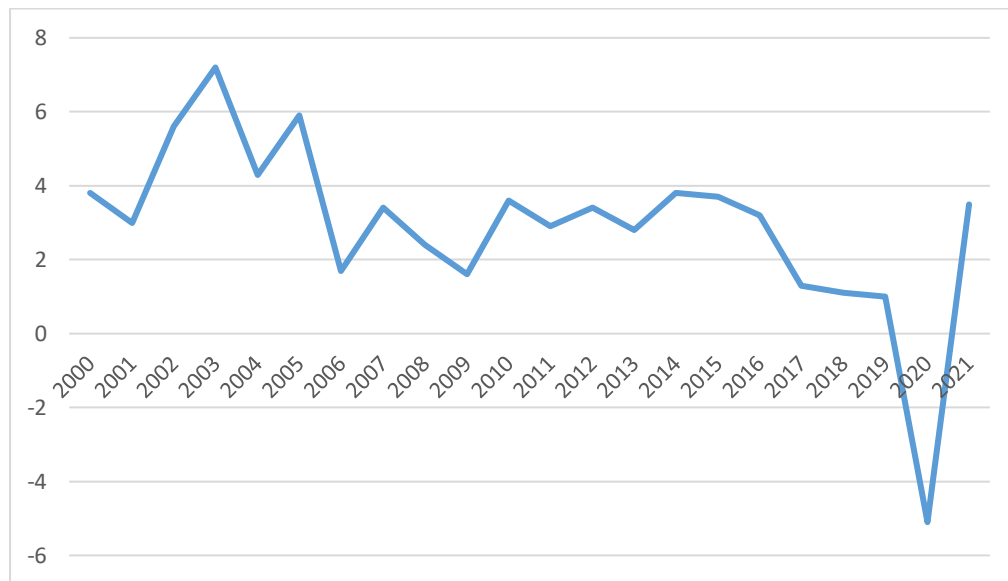
En 2016, l'Algérie a affiché une croissance soutenue à 3.8%, soit un taux pratiquement similaire à celui de 2015 qui est de 3.9%. Cette solide croissance a tenu à la reprise de la production hydrocarbures qui a augmenté de 3.6% en 2016 en comparaison 0.4% en 2015. L'activité économique s'est ralentie en dehors de ce secteur, et le taux de croissance du reste de l'économie est tombé de 5% en 2015 à 3.9% en 2016 essentiellement en raison du ralentissement observé dans les secteurs de l'agriculture.

En 2019, le rythme de la croissance de l'économie Algérienne s'est ralenti pour une cinquième année consécutive dans un contexte de mobilisation sociale et de transition politique prolongé, qui a affaibli la confiance et les dépenses des consommateurs et des entreprises. Du point de vue sectoriel, le recul structurel du secteur des hydrocarbures s'est poursuivi, marquant un recul de 4.9%, tandis que les secteurs hors hydrocarbures connaissent une modeste augmentation

de 2.4% en termes réels. Le taux de chômage est resté stable à 11.4% en 2019, avec la création de 232000 emplois entre 2018 et 2019.

L'économie Algérienne a réalisé une croissance de 4% en 2021, selon FMI qui ne prévoyait dans son rapport précédant qu'un taux de 3.4%. Le solde des transactions courantes représentait -2.8 du PIB en 2021, d'après le rapport, alors que le FMI tablait sur un taux de -7.6% du PIB.

Figure n°2 : Croissance annuelle du PIB (%) en Algérie



Source : Banque mondiale

La croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) en % représente la variation relative du volume du PIB en dollars constant entre deux années. Elle reflète l'augmentation (ou la baisse dans le cas d'une croissance négative) du niveau d'activité économique dans un pays.

On remarque que c'est en 2003 qu'on enregistre la valeur la plus élevée qui est 7,2%. La période 2000-2018 n'a pas connu de pic. L'ensemble de la période 2000-2018, enregistre de légères fluctuations ce qui signifie que le produit intérieur brut reste à des taux faibles en Algérie notamment à partir de l'année 2014 jusqu'à 2017 où il ne cesse de baisser suite au choc pétrolier connu au niveau mondial où les prix du pétrole ont connu une baisse importante allant jusqu'à 50 dollars le baril selon les résultats de la banque mondiale 2015. En 2018 les prix du pétrole commencent à accroître légèrement, ce qui explique la légère augmentation de la croissance du PIB en cette année. Le début de l'année 2020 a connu une chute importante des prix du pétrole allant jusqu'à 25 dollars le baril suite à la pandémie du coronavirus (COVID-19) qui a imposé

un confinement dans presque tous les pays du monde et donc un recule d'échanges externes et une chute d'économie mondiale. L'économie algérienne a commencé se redresser en 2021.

2.1 L'économie informel en Algérie

L'une des premières causes de défaillance de la régulation institutionnelle est l'importance de l'informel dans l'économie. Les déséquilibres persistants du marché du travail dans les pays en développement conduisent en effet à l'émergence d'un segment parallèle qui, de par son inobservabilité, échappe aux procédures formelles de régulation. Les dispositions réglementaires n'affectent alors que le segment formel du marché du travail tandis que le segment informel aura un fonctionnement infiniment plus flexible avec des rémunérations fixées selon la productivité marginale du travailleur. Il n'est certes pas facile d'établir une distinction précise entre segments formel et informel du marché du travail. Certains se référant à la précarité de l'emploi et à l'affiliation à la sécurité sociale, d'autres à la taille des entreprises.

Conclusion :

Ce premier chapitre nous a permis d'introduire et de faire un rappel de quelques définitions préliminaires concernant le marché du travail et la croissance économique. Car le marché du travail est un concept large, qui revêt de multiples facettes, et recouvre différents types d'investissements dans les ressources humaines. Et son rôle dans la croissance et le développement n'est plus à démontrer. Au cours des dernières années, les pays développés ont mis l'accent sur les politiques d'innovation et de recherche au cœur des nouvelles politiques de croissance et de développement économiques. Notre but dans ce chapitre était de clarifier et nuancer la conception marché du travail féminin et faire un état des lieux actuel du lien entre la force d travail féminin et la croissance économique. Et d'essayer d'argumenter que l'évolution des activités féminine est déterminer comme un investissement dans le capital humain et son rôle est primordial dans le processus de la croissance économique.

Chapitre

2

Chapitre 2 : données sur l'emploi et chômage des femmes

Aujourd'hui, dans le monde du travail, les hommes et les femmes ne travaillent pas dans le même secteurs d'activité économiques et n'occupent pas les mêmes postes.

L'objectif de ce chapitre est de présenter au premier la place de la femme dans le marché du travail algérien et sa participation à l'activité économique. Dans le deuxième point, l'emploi des femmes en Algérie et l'inégalité du genre, et dans le dernier point on présente le chômage des femmes en Algérie ainsi que l'informalité.

Section 1 : La place de la femme dans le marché du travail algérien et sa participation à l'activité économique

Le niveau de la participation des femmes au marché du travail est inférieur à celui des hommes.

Dans cette section nous allons étudier la participation des femmes au marché du travail en Algérie selon quelques indicateurs et les femmes dans l'économie en Algérie.

1. Niveau de la participation des femmes au marché du travail :

La participation des femmes au marché du travail progresse au niveau mondial mais la ségrégation professionnelle reste courante.

Dans la plupart des pays, les femmes ont moins de chance d'avoir un emploi ou d'en rechercher un activement, ou bien tout simplement, elles ont moins de chances que les hommes de participer au marché du travail.

Malgré la rapide augmentation dans le monde entier du niveau d'instruction des femmes et de leur taux de participation au marché du travail, la plupart d'entre elles continuent d'être victimes de ségrégation professionnelle sur leur lieu de travail et ne parviennent que rarement à briser le fameux « plafond de verre » qui les empêche d'accéder à des postes de directeurs et de spécialiste de haut niveau.

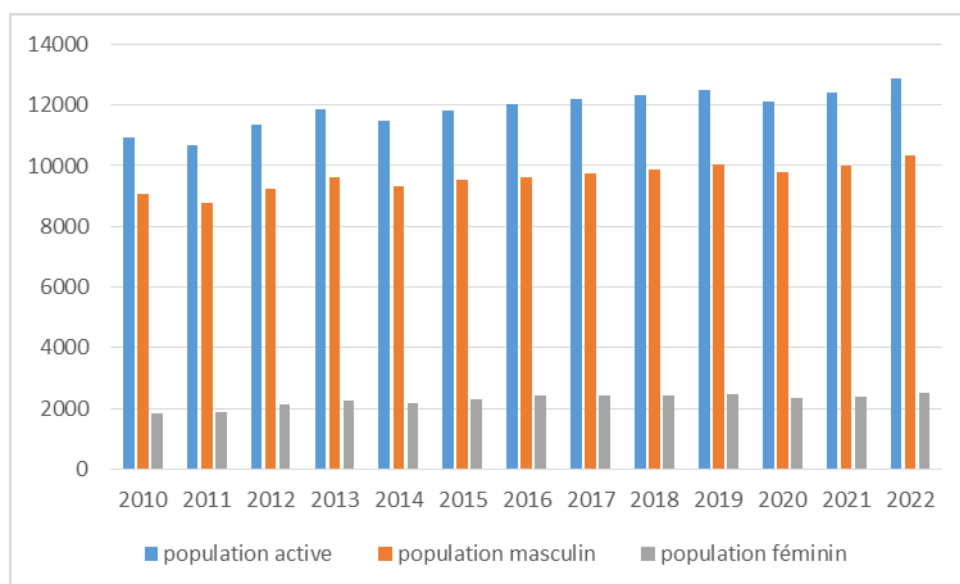
2. La participation des femmes au marché du travail Algérien :

La présence des femmes sur le marché du travail Algérien demeure assez faible.

La législation algérienne favorise parfaitement le travail des femmes et leur participation à la vie économique.

Le travail de la femme est considéré comme une source de richesse, de croissance et de développement économique du pays. Les femmes ont investi le marché le marché du travail, presque dans la totalité des secteurs d'activité : dans les établissements de l'Etat ou privés. Elles ont aussi investi dans le marché informel est cela reviens aux problèmes économiques et sociaux de la société Algérienne. Malgré cela, le taux de chômage reste élevé à un taux de 20.4% contre 8.5% pour les hommes.

Figure N°3 : La part des femmes dans la population active au sens du BIT (2010-2022).



Source : L'office national des statistiques (ONS) 2022.

La part des femmes dans la population active continue de s'élever et presque partout, les femmes travaillent davantage en dehors de chez elles.

On remarque que le marché du travail en Algérie a connu un progrès important. D'après ce graphe, la population active est estimée à 10912100 de personnes en 2010. La part des femmes est de 16.9% qui est un taux très faible. Douze ans plus tard, l'ONS enregistre de nouveaux chiffres, avec une population active de 12870700 de personnes. Le taux des femmes quat à lui, va jusqu'à 19.64%. Malgré ça reste toujours faible.

Dans les sections qui suivent nous allons étudier la participation des femmes au marché du travail selon quelques critères.

2.1 Le niveau de scolarisation :

Le taux de la scolarisation des filles dans les écoles Algérienne a augmenté au fil du temps grâce aux efforts de l'Etat et le changement survenus dans la société. En examinant de près les données de l'ONS, on peut constater que l'accès des femmes au marché du travail et le taux de participation des femmes dans le marché du travail augmente avec le développement de la scolarisation des filles.

Tableau n°2 : Taux d' activité économique et Taux d' emploi selon le sexe, niveau d' instruction et le diplôme

Niveau d' instruction	Taux d' activité économique						Taux d' emploi					
	2014			2019			2014			2019		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Sans instructions	40.6	3.6	16.3	37.3	4.1	15.3	39.5	3.5	15.9	36.3	3.8	14.8
Primaire	70.5	7.0	40.9	69.8	8.0	41.1	65.7	6.5	38.0	65.3	7.1	38.3
Moyen	75.1	11.1	50.3	76.1	11.3	51.6	66.4	9.3	44.3	67.7	9.0	45.6
Secondaire	63.0	16.4	39.9	65.5	18.8	42.9	57.7	13.9	36.1	60.0	15.3	38.3
Supérieur	66.5	44.7	54.3	64.4	45.4	53.1	59.9	35.0	46.0	57.5	34.6	43.9
Diplôme obtenu												
Aucun diplôme	61.0	6.2	33.3	61.4	6.7	33.8	55.9	5.5	30.4	56.5	5.7	30.9
Diplôme de la formation	86.6	39.5	68.2	83.0	37.9	66.2	76.8	32.6	59.5	73.4	30.1	57.3
Diplôme de l' enseignement supérieur	82.3	65.3	73.0	79.2	62.2	68.9	73.4	50.9	61.0	70.5	47.3	56.5
Total	66.2	14.9	40.7	66.8	17.3	42.2	60.1	12.3	36.4	60.5	13.8	37.4

Source : réalisé par nous même à partir des données des enquêtes de l'ONS (2014 et 2019).

D'après les résultats du tableau n°2 (2019), on remarque que le taux d'activité économique augmente chaque fois que le niveau d'instruction est élevé et de même pour le taux d'emploi.

La plupart des femmes qui participent à l'activité économique ont un niveau d'instruction supérieur. L'ONS enregistre un niveau d'instruction supérieur qui est de 54.3% dont les femmes 44.7% en 2014 et 53.1% dont les femmes 45.4% en 2019.

On constate également que la plupart des femmes qui participent à l'activité économique en l'Algérie sont presque toutes diplômées, titulaires d'un diplôme de la formation professionnelle 37.9% ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur 62.2%. Le taux d'activité économique féminin total a légèrement augmenté de l'année 2014 avec un taux de 14.9% à 17.3% en 2019. Donc, nous pouvons en déduire que le niveau de la scolarisation des femmes est un indicateur important dans la croissance du taux participation des femmes au marché de travail.

2.2 Le secteur d'activité de l'établissement :

Le travail de la femme en Algérie a commencé par le secteur de l'agriculture, mais au fil des années et grâce à la scolarisation, les femmes sont présentes dans la majorité des secteurs d'activité et surtout dans le secteur des services et de commerce, puis l'agriculture.

Tableau n° 3 : Population occupée selon le secteur d'activité de l'établissement, et le sexe en milliers

	2010						2019					
	Masculin		Féminin		Total		Masculin		Féminin		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Agriculture	1040	12.6	95	6.5	1136	11.7	1006	10.9	77	3.7	1083	9.6
Industrie extractive	177	2.1	14	0.9	191	2.0	141	1.5	13	0.6	153	1.4
Industrie manufacturière	747	9.0	399	27.1	1146	11.8	908	9.9	389	18.9	1297	11.5
Construction	1860	22.5	25	1.7	1886	19.4	1862	20.2	28	1.4	1890	16.8
Commerce	1415	17.1	60	4.1	1475	15.2	1684	18.3	91	4.4	1775	15.7
Transport et communication	513	6.2	29	2.0	542	5.6	690	7.5	39	1.9	729	6.5
Autres services marchands	323	3.9	52	3.6	375	3.9	658	7.1	207	10.1	865	7.7
Autres services non marchands	2185	26.5	799	54.2	2985	30.7	2271	15.2	1218	59	3488	31
total	8261	100	1474	100	9735	100	9219	100	2062	100	11281	100

Source : réalisé par nous même à partir des données de l'office national des statistiques (enquête 2010 & 2019.)

Eff = effectif

La population occupée est estimée à 9735000 dont les femmes 1474000 en 2010 et 11281000 en 2019 dont les femmes 2062000. La population féminine occupée forme 15.14% 18,27% de la main d'œuvre totale respectivement.

D'après les résultats des tableaux (3), on remarque une forte présence des femmes dans le secteur des industries manufacturière par rapport aux hommes, car c'est un secteur qui favorise un climat adéquat aux femmes pour accéder à ces postes d'emploi, ainsi pour pouvoir gérer la pénurie de mains d'œuvre dans ce secteur. Et une diminution au fil des années jusqu'à 18.9% en 2019, cette baisse répondue par les avancées technologiques des machines industrielles qui remplace l'emploi. Tandis que dans le secteur des autres services non marchands généralement appartient à l'Etat y'a une présence importante des femmes favorisé par la législation algérienne. Grâce à la sécurité sociale l'accès des femmes à ce secteur a augmenté de 54.2% en 2010 à 59% en 2019. En revanche une très faible présence des femmes dans le reste des autres secteurs.

2.3 Le statut juridique des établissements :

Il existe deux types d'établissements, publics comme des établissements privés et publics sur le plan juridique.

Un établissement public est une personne morale qui relève du droit public et qui dispose d'une autonomie administrative et financière pour accomplir une mission d'intérêt général. Une entreprise qui appartient en totalité ou majoritairement à des personnes physiques ou moral c'est une entreprise privée et qui produit ou vend des bien et service dont l'objectif principale est de réaliser des bénéfices.

Concernant la participation des femmes, il se trouve qu'elle est présente dans les deux types d'établissement au cours des années et dans la totalité des secteurs d'activités, dans l'agriculture, l'industrie ou le secteur tertiaire.

Tableau N°4 : Répartition de la population occupée selon le secteur juridique

		Masculin		Féminin		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
2009	Public	2504	3.2	730	50.5	3234	34.1
	Privé – mixte	5521	68.8	717	49.5	6236	65.9
	Total	8025	100	1447	100	9472	100
2015	Public	2314	37.1	1240	64.1	4455	42.0
	Privé – mixte	5446	62.9	693	35.9	6139	58.0
	Total	8660	100	1934	100	10594	100
2019	Public	3007	32.6	1260	61.1	4267	37.8
	Privé – mixte	6212	67.4	802	38.9	7014	62.2
	Total	9219	100	2062	100	11281	100

Source : réaliser par nous même à partir des données de l'ONS

On remarque que la participation des femmes au marché du travail est très élevée dans le secteur public avec un taux de 61.1% en 2009 2019 et 64.1% en 2015 contre 38.9% (2009 & 2019) et 35.9% en 2015 dans le secteur privé.

En revanche, nous voyons une tendance inverse pour les hommes avec un taux de 32.6% dans les établissement public et 67.4% dans le secteur privé en 2019. Ce qui nous permet d'affirmer que l'Etat Algérien embauche des femmes beaucoup plus que des hommes.

2.4 La population active et taux d'activité économique par groupe d'âge et sexe :

La population active au sens du BIT, comprend les personnes, en emplois et les chômeurs. Mais le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Tableau N°5 : Répartition de la Population Active et taux d'activité économique**(2011 et 2019) selon les sexes**

	Population active (en milliers)						Taux d'activité économique (%)					
	2011			2019			2011			2019		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
15-19	368	32	399	331	28	359	19.6	1.7	10.6	20.2	1.8	11.2
20-24	1241	308	1549	1058	223	1281	62.6	16.8	40.6	62.1	13.6	38.4
25-29	1548	471	2019	1603	561	2164	83.7	27.4	56.6	85.7	33.9	61.4
30-34	1260	327	1587	1583	516	2099	89.0	21.8	54.5	92.8	30.5	61.7
35-39	1075	234	1309	1461	414	1875	91.3	18.8	54.0	92.8	25.5	58.6
40-44	943	205	1149	1224	335	1559	90.7	17.6	52.1	90.4	23.7	56.4
45-49	972	144	1117	1098	260	1358	91.8	13.7	52.9	90.2	19.9	53.9
50-54	664	90	754	863	150	1013	80.8	12.0	54.8	78.6	13.7	46.1
55-59	484	47	531	591	75	666	64.2	7.6	38.5	60.8	8.5	35.9
60+	222	25	247	327	28	355	15.2	1.7	8.5	15.9	1.4	8.6
Total	8777	1885	10662	10140	2591	12730	65.3	14.2	40.0	66.8	17.3	42.2

Source : réalisé par nous même à partir des données de l'ONS, enquête (2011 & 2019).

La population Active en 2011 et 2019 est estimée à 10662000 et 12.730.000 personnes au niveau national dont les femmes 1885000 et 2591000 respectivement, soit 17.7% et 20.4% de la population active totale.

D'après le tableau 5, On constate que la population active des hommes est plus importante dans toutes les catégories d'âges. On remarque que la population active totale a augmentée de 2011 à 2019 et en croissance dans toutes les catégories.

(25-29) (30-34) (35-39) (40-44) (45-49) sont les tranches d'âges où le taux d'activité des femmes se représente plus 2019, tels que : 61.4%, 61.7%, 58.6%, 56.4% et 53.9%

respectivement, et reste faible dans la totalité des classes, malgré le progrès incontestable entre la période 2011-2019.

3. Les femmes et l'économie :

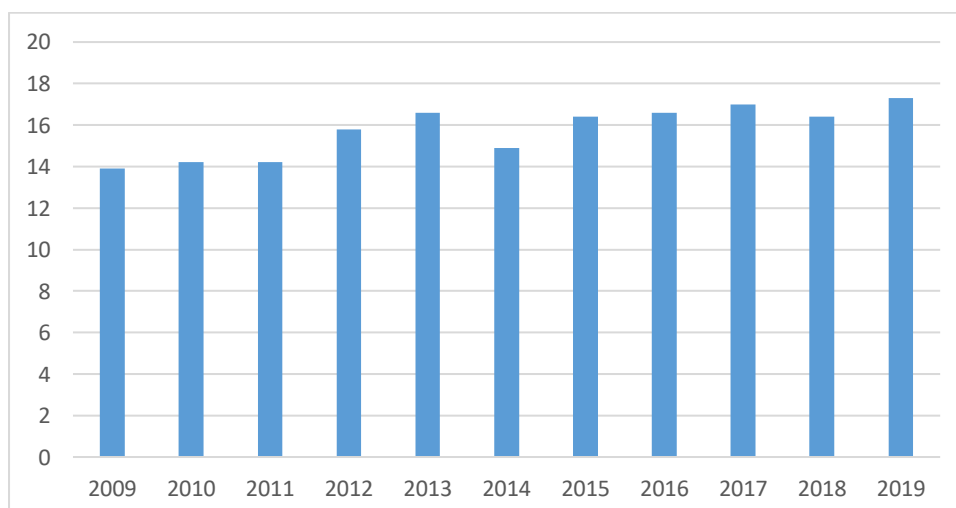
Les femmes sont loin d'avoir les mêmes chances que les hommes d'accéder au pouvoir et d'agir sur les structures économiques. Presque partout dans le monde, les femmes ne participent pas, ou participent peu à la prise des décisions économique.

Bien que la main-d'œuvre féminine ait connu une croissance régulière, les inégalités liées aux sexes se sont intensifiées partout dans le monde, notamment de point de vue de la rémunération et des conditions de travail.

Les femmes rencontrent toujours des obstacles relatifs au renforcement de leur statut économique et à leur statut de chef d'entreprise. Ils englobent la discrimination au niveau de l'enseignement, de la formation, de l'emploi, de l'accès au crédit, du droit de posséder ou d'hériter d'une propriété foncière, mais aussi des rémunérations moins élevées, la promotion en faveur d'un travail égal et des responsabilités domestiques plus importantes pour les femmes.

Toute l'actualité sur les femmes et l'économie, sur leurs initiatives, leurs actions à travers des interviews, des portraits, des enquêtes. Parce que les femmes représentent une valeur ajoutée pour la croissance.

Figure n°4 : taux d'activité économique des femmes



Source : ONS

D'après le graphe de la figure 4, on remarque que le taux d'activité des femmes en Algérie connaît des fluctuations légères. C'est en 2009 que le taux d'activité féminin est plus bas 13.9%. Y'a une stabilité flexible entre 2009 et 2011 avec un taux entre (13.9% et 14.2%), suivit d'une augmentation jusqu'à 16.6% en 2013. on notera une baisse de taux d'activité en 2014 avec un taux de 14.9% à cause du choc pétrolière que L'Algérie a connu. Et a recommencé à se redresser jusqu'à qu'il atteint 17.3% en 2019.

3.1 Analyse des facteurs explicatifs de faible participation des femmes à l'activité économique

➤ Les facteurs économiques de mobilité

Souvent, les conditions de mobilité, comme le transport, sont le principal handicap pour les femmes. Autant un homme peut se déplacer sur un rayon de 50 kms du lieu de résidence ou même « s'expatrier » dans d'autres régions avec astreinte de résidence pour exercer une activité professionnelle, autant la femme est généralement contrainte à une proximité du domicile pour continuer à exercer certaines responsabilités familiales (rentre à midi pour le repas des enfants). Les conditions de mobilité, principalement le transport et la sécurité, sont généralement des obstacles pour l'engagement des femmes dans une activité hors-foyer. Les femmes rurales sont encore plus contraintes par ces facteurs. Les conditions de mobilité ont toujours constitué des obstacles à l'accès à l'emploi. En Algérie, la population est fortement concentrée sur le Littoral, dans des villes de plus en plus grandes et qui attirent les activités économiques et donc la population ; alors que les infrastructures et les systèmes de transport urbain et périurbain n'ont pas suivi. Ainsi, certains emplois deviennent inaccessibles pour certaines catégories de la population en raison de l'éloignement. Devant ces contraintes se sont généralement les plus démunis qui ne peuvent y faire face, surtout lorsque l'emploi n'est pas suffisamment rémunéré pour couvrir les charges. Le temps consacré aux transports est un autre facteur d'éviction des femmes.

➤ Les facteurs socioculturels

Nous ne disposons pas de données ou d'analyses sur l'importance des facteurs socioculturels dans le retrait des femmes de l'activité extra-domestique. Toutefois, dans les débats organisés ici et là, des déclarations de responsables d'associations de défense des droits des femmes et même des élues témoignent de l'importance du contrôle social exercé par la société tout entière ou par les communautés proches (famille élargie, village, cité), par la famille stricto sensu (père,

mère, frères...) et par le mari ou la belle-famille. Généralement, deux motifs reviennent comme un leitmotiv :

- « La principale mission des femmes est de s'occuper des enfants pour leur éviter des déviations et des échecs scolaires ».
- « Le milieu professionnel n'est pas sain, pas sécurisé et les conditions de déplacement des femmes vers le lieu de travail sont de nature à porter préjudice à leur intégrité physique, à leur dignité et à leur honorabilité ».

Ceci confirme la présence significative des femmes actives dans les secteurs comme l'éducation, la santé et les services sociaux.

Le précepte religieux, largement répandu à travers les discours savant et néophyte, chargeant l'homme de la responsabilité de subvenir aux besoins de sa famille et de sa femme, décourage cette dernière à s'engager dans une activité professionnelle, et à se consacrer à son foyer et ses enfants.

Les données précédemment présentées sur la relation entre population des femmes au foyer et statut matrimonial confortent cette conclusion. Les femmes mariées sont plus soumises au contrôle social exercé sur elles que les autres. Donc, en plus des facteurs objectifs, comme les services sociaux (fécondité, crèches, cantines, transport...), les facteurs socioculturels contribuent aussi à ce que les femmes abandonnent souvent leur emploi ou n'en cherchent pas. Les trajectoires professionnelles des femmes sont souvent interrompues par des situations personnelles (mariage, grossesse, maternité...) ou professionnelles (discrimination, harcèlement, difficile ascension professionnelle dans la hiérarchie des emplois...).

Selon une étude de la BAD (Banque Africaine de Développement) basée sur une enquête dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), une large majorité des répondants trouvent normal que « lorsque les emplois sont rares, les hommes doivent avoir plus droit à un emploi que les femmes ». Cela reflète les freins sociologiques et culturels que les femmes peuvent avoir dans leur accès à l'emploi. L'importance de l'emploi des femmes, aux yeux de la population, est placée en seconde position par rapport aux hommes.

Enfin, comme l'activité économique, particulièrement celle du commerce, des services, des petits travaux, est dominée par le secteur informel, la femme est quelque peu handicapée par sa faible insertion dans les réseaux informels pour l'accès à l'emploi salarié ou à l'entrepreneuriat.

➤ **Insuffisance d'information des femmes sur leurs droits à suivre en cas de discrimination**

Les femmes rurales sont très mal informées sur leurs droits en général et sur les dispositifs mis à leur disposition pour accéder soit au marché du travail, soit à l'auto-emploi ou, encore, à l'entrepreneuriat. Le mouvement associatif fait des efforts pour informer les femmes sur leurs droits et vulgariser les dispositifs de soutien. Cependant, ni les supports, ni la méthodologie, ni encore moins la pédagogie ne sont appropriés pour toucher les femmes rurales ou sans niveau d'instruction. Les associations font un travail extraordinaire d'information et de documentation à destination des femmes, mais ces activités demeurent cantonnées dans les zones urbaines où le niveau général d'instruction est acceptable. Dans les zones rurales, le niveau d'instruction des femmes est encore faible, voire même des situations d'analphabétisme pour celles plus âgées ; alors l'information sur les droits et sur les opportunités d'insertion économique est extrêmement difficile.

Section 2 : L'emploi féminine en Algérie et l'inégalité du genre

Même si de nos jours, les femmes représentent près de la moitié des actifs, l'égalité des sexes sur le marché du travail n'est pas totale. Elles occupent principalement des postes de salariés avec peu de responsabilités et sont les plus touchés par le travail à temps partiel.

Alors, nous allons intéresser dans cette section à l'emploi féminin en Algérie et aux inégalités du genre.

❖ La demande d'emploi :

1. Qu'est-ce que l'emploi en économie ?

L'emploi désigne tout processus d'affectation des personnes à des tâches économiquement reconnue, le plus souvent rémunérées.

2. Les différentes possibilités de l'emploi :

La possibilité de l'emploi sont nombreuses et très différentes. Pour on y retrouver, il est important de distinguer les divers types de travail. La première distinction essentielle oppose le travail salarié et travail indépendant.

1. Le travail indépendant :

Un travailleur indépendant ou un freelance est une personne qui exerce son activité librement, en son nom et pour son propre compte. Il choisit son organisation administrative, fixe sa grille tarifaire et travaille avec les partenaires qu'il souhaite.

2. Un travailleur salarié :

Les personnes salariées travaillent au terme d'un contrat, pour une autre entité en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente, avec un lien de subordination. Les non-salariés travaillent mais sont rémunérés sous une autre forme qu'un salaire.

3. La différence entre un salarié et un freelance :

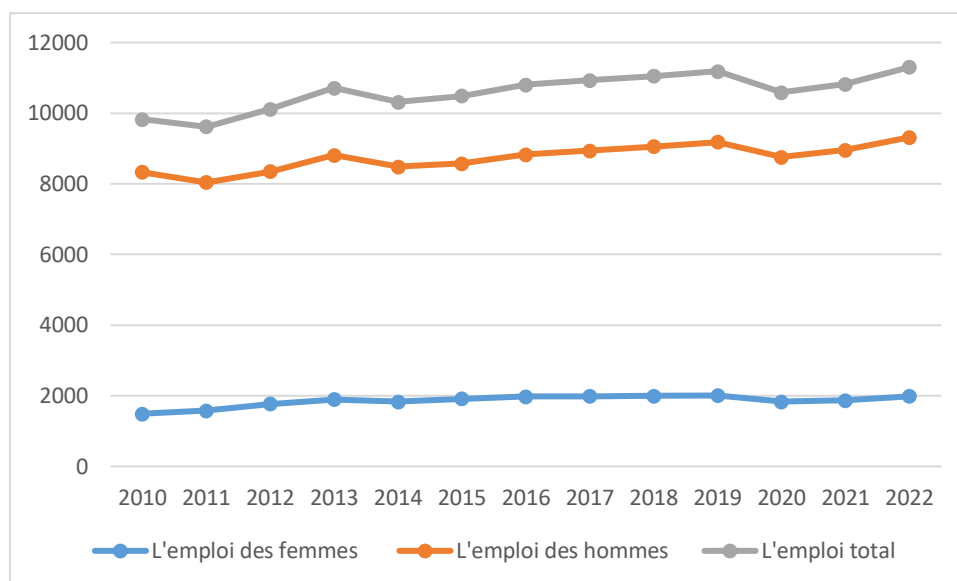
La première grande différence entre un salarié et un freelance est la manière de gagner de l'argent. Alors que le salarié touche un salaire généralement fixe pour le travail qu'il a effectué durant le mois écoulé, le freelance gagne un chiffre d'affaire plus ou moins fixe en fonction de son travail.

▪ **L'emploi féminine en Algérie :**

L'emploi des femmes en Algérie est caractérisé par des niveaux de vulnérabilité élevés et des salaires souvent bas, ce qui reflète la réalité de l'emploi des femmes dans l'ensemble de la région MENA. Les jeunes femmes qui ont terminé des études supérieures sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que la population générale, le chômage des femmes avec un certain niveau de formation est partie dû à la réduction des emplois disponibles dans le secteur public, associé à une croissance insuffisante des possibilités d'emplois dans le secteur privé. En Algérie, 57% des femmes salariées travaillent dans le secteur public.

En plus de difficultés, les jeunes femmes se heurtent à d'autres obstacles à l'emploi, notamment attentes de la famille, les croyances selon lesquelles les jeunes femmes auront des enfants et ne seront plus disponibles pour travailler, les idées répandues dans la société concernant certains secteurs d'activité qui ne seraient pas appropriés pour les femmes, le manque des problèmes de transports ou les limitations de déplacement, le manque de confiance en soi et d'autres restrictions légales.

Figure n°5 : Emploi par sexe en Algérie (en milliers)



Source : BIT - ILO Modelled Estimates

L'emploi des femmes en Algérie demeure assez faible par rapport aux hommes.

D'après le graphe de la figure n°5, on remarque que l'emploi des femmes a légèrement augmenté de 1492.6 millions en 2010 à 1900.2 millions en 2013. Et reste stable au fil des années restantes. et on constate une petite diminution en 2020 jusqu'à 1830.5 à cause de la pandémie Covid-19.

1. Approche pour développer l'emploi féminin :

Les employeurs estiment que le secteur privé pourrait jouer un rôle pour favoriser l'emploi des femmes, principalement parce qu'actuellement, il s'agit du moteur d'une quantité importante des activités de recrutement dans le pays et qu'il progresse en matière de gestion des ressources humaines. Les employeurs estiment également que les universités, les centres de formation professionnelle et l'ANEM ont un rôle à jouer pour développer l'emploi des femmes.

Un petit nombre d'employeurs interrogés s'emploient activement à combler l'écart existant entre hommes et femmes. Ils centrent leurs efforts sur le recrutement de femmes aux postes de directrice et gérantes, y compris dans des domaines moins traditionnels tels que la gestion des usines ; en adoptant des politiques qui exigent que les listes finales des candidats incluent au moins une femme, et par la mise en place des programmes qui renforcent les compétences et les capacités des leaderships des femmes au sein de l'entreprise. Ces employeurs s'efforcent

d'atteindre la parité hommes-femmes au sein de leurs entreprises, y compris pour les cadres dirigeants. Les entreprises qui se focalisent le plus sur cet aspect sont des multinationales, mais certaines entreprises locales font également des efforts dans ce domaine.

Il serait possible de développer l'emploi des femmes à travers d'annonces sur les réseaux sociaux et d'autres publicités, de mesures d'incitation dans les offres d'emploi, en donnant priorité aux types d'emploi les mieux adaptés aux femmes dans le contexte algérien, en dispensant une formation spécifique aux femmes avant de les recruter, en adaptant les heures de travail des femmes et ne faisant pas de l'expérience une condition d'embouche. Ils ont souligné que tous les employeurs du secteur public contribuent aux efforts visant à favoriser l'emploi des femmes, car ils ont embauché un grand nombre de femmes.

2. Les Inégalité de genre :

Actuellement, les femmes gagnent en moyenne 20% de moins que les hommes. Depuis le début de son existence la femme a toujours été plus au moins exclus du monde de travail car la société considérait que son rôle était seulement de s'occuper des tâches ménagères et d'assurer une descendance à partir du milieu du 19^{ème} siècle, les femmes vont être de plus en plus présentes dans le marché du travail mais les inégalités hommes et femmes y sont toujours nombreuses. Et cette situation discriminatoire envers les femmes a malheureusement lieu dans tous les pays.

2.1 La non mixité des emplois :

Malgré des orientations moins spécialisées sur le marché du travail, hommes et femmes n'occupent pas les mêmes espaces. L'activité des femmes sur le marché du travail se concentre toujours dans un nombre très restreint de professions du secteur tertiaire, et ce phénomène ne s'est pas atténué avec le temps. 76% des employés sont des femmes et l'activité féminine se concentre dans six CSP (toujours les mêmes) qui regroupent 60% de l'emploi féminine : les personnels de service aux particuliers, les employés administratifs d'entreprise, les employés civils et agent de service de la fonction publique, les professions de la santé et du travail social, les employés de commerce, et les instituteurs et assimilés. Cette concentration de l'activité féminine n'a pas évolué puisqu'il y a vingt ans. C'était déjà dans ces professions faisant appel à des qualités qui seraient naturellement <féminine>, qui ne sont pas reconnus comme de véritables qualification et qui ne sont donc pas rémunérées 'à leur juste valeur'.

2.2 Les écarts de salaire entre hommes et femmes :

Les inégalités salariales entre les sexes se sont réduites au fil du temps, mais elles semblent ne plus évoluer depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui l'écart moyen de salaire entre les femmes et les hommes est de 25%. Le fait que beaucoup de femmes travaillent à temps partiel avec un salaire réduit en proportion explique en partie cet écart.

Néanmoins, lorsqu'on ne prend en compte que les travailleurs à temps complet, un écart de salaire de 10.7% demeure. D'abord parce qu'hommes et femmes n'occupent pas les mêmes emplois : les femmes sont surreprésentées parmi les emplois non qualifiés du tertiaire et elles occupent moins souvent que les hommes des postes à responsabilités dans l'entreprise.

Néanmoins, lorsque l'on calcule les écarts de salaire toutes choses égales par ailleurs, à profession et à niveau de formation égal, un écart persiste de 5.1% et qui ne s'explique que par de la discrimination pure à l'égard des femmes.

Ces inégalités récurrentes s'inscrivent dans une tendance lourde – la précarisation de l'emploi qui se nourrit et en même temps aggrave les inégalités sexuelles sur le marché du travail.

Section 3 : le chômage des femmes et l'informalité en Algérie

Le chômage est un phénomène qui affecte les femmes. Nous allons donc analyser dans cette section les causes du chômage et ses effets sur l'économie. Ainsi que le chômage des femmes en Algérie et l'emploi informel des femmes.

1. Le chômage au sens de BIT :

Le bureau international du travail a adopté en 1982 une définition du chômage reprise par l'ensemble des instituts statistiques des pays développés. Un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ou plus) répondant simultanément à trois conditions :

- ✓ Strictement sans travail, c'est-à-dire qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié.
- ✓ Absolument disponibles pour travailler dans un emploi salarié ou non durant la période de référence.
- ✓ A la recherche du travail, c'est-à-dire qu'avaient pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou non.

2. Les causes du chômage et son effet sur l'économie :

1. Les causes économiques du chômage :

Le chômage peut être dû à des facteurs économiques mais aussi au mauvais fonctionnement du marché.

- Le progrès technique : A court terme, le progrès technique détruit des emplois du fait des gains de productivité qu'il entraîne en substituant le travail (les hommes) par le capital (les machines).
- La crise économique et le ralentissement de la croissance : La crise, le ralentissement de la croissance et la baisse de la production sont des facteurs de chômage. Si la croissance économique est ralentie, la demande qui s'adresse aux entreprises diminue, les entreprises auront peu de débouchés et vont ralentir leur production. Alors, elles ne vont pas embaucher voire même licencier.
- Les délocalisations d'entreprise et la concurrence des pays à faible coût de main d'œuvre : C'est un phénomène qui, depuis plusieurs années, prend une ampleur considérable et provoque une augmentation sensible du chômage. Beaucoup d'entreprises de pays développés sont tentées de délocaliser leur production vers les pays en voie de développement où le coût de la main d'œuvre est moins élevé.
- L'évolution démographique : La démographie joue un rôle important dans l'évolution du chômage. Le chômage augmente lorsque la hausse de la population active est supérieure à la création d'emplois.

2. Effets du chômage sur l'économie :

L'évolution du chômage a des effets négatifs sur la croissance économique d'un pays, on cite quelques-uns :

- Diminution des richesses : L'Etat fournit de l'aide aux chômeurs à partir du budget, dans ce cas, la richesse est drainée de l'économie à des fins non rentables et la croissance économique ralentit car il y a moins de fonds pour le développement des infrastructures.
- Réduction des salaires : L'augmentation de la demande et de la concurrence pour les emplois engendre une réduction du coût du travail des salariés.
- Réduction de la consommation : Les chômeurs réduisent leur pouvoir d'achat à cause des contraintes financières.

3. Chômage des femmes en Algérie :

A la suite des efforts d'ajustement structurel déployés par l'Algérie dans les années 90, le chômage de l'ensemble de la population atteint environ 30% pour les hommes et les femmes, et des taux compris entre 45% et 48% pour les jeunes. Au cours des décennies qui ont suivi, le taux de chômage ont baissé de façon spectaculaire pour les hommes et les jeunes hommes, mais pas pour les femmes et les jeunes femmes. Le taux de chômage des hommes et des jeunes hommes sont passés respectivement 28% et 49% en 1999 à 10% et 28% en 2019. En revanche, le taux de chômage des femmes et des jeunes femmes sont passés respectivement de 29% et 45% en 1999 à 21% et 48% en 2019. En d'autres termes, le chômage chez les hommes s'est divisé et le chômage chez les jeunes hommes a presque diminué de moitié, mais les femmes ont connu peu ou pas d'amélioration.

Le gouvernement algérien a réalisé des investissements remarquables en matière d'éducation au cours des trois dernières décennies, ce qui a considérablement facilité l'accès à l'éducation. Aujourd'hui, les jeunes femmes ont plus tendance à poursuivre des études supérieures que les jeunes hommes.

En 2018, 64% des femmes d'âge universitaire étaient inscrites dans l'enseignement supérieur, contre 39% des hommes d'âge universitaire.

Tableau N°6 : Taux de chômage selon le niveau d'instruction, le diplôme obtenu et le sexe (En %)

	2010			2015			2019		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Niveau d'instruction									
Sans instruction	1.7	2.7	1.9	3.9	1.4	3.6	2.5	5.5	3.0
Primaire	7.5	8.0	7.6	7.9	5.5	7.7	6.4	11.3	6.8
Moyen	10.5	12.8	10.7	12.9	17.8	13.4	11.0	20.3	11.8
Secondaire	7.0	17.2	8.9	8.8	14.8	10.1	8.4	19.0	10.6
Supérieur	10.4	33.3	20.3	8.5	20.5	14.1	10.7	23.9	17.4

Diplôme obtenu									
Aucun diplôme	7.2	7.7	7.3	9.5	11.7	9.8	8.0	14.6	8.7
Diplôme de la formation professionnelle	10.5	20.2	12.5	12.3	16.9	13.4	11.5	20.7	13.5
Diplôme de l'enseignement supérieur	11.1	33.6	21.4	8.2	20.2	14.1	11.0	23.9	18.0
Total	8.1	19.1	10.0	9.9	16.6	11.2	9.1	20.4	11.4

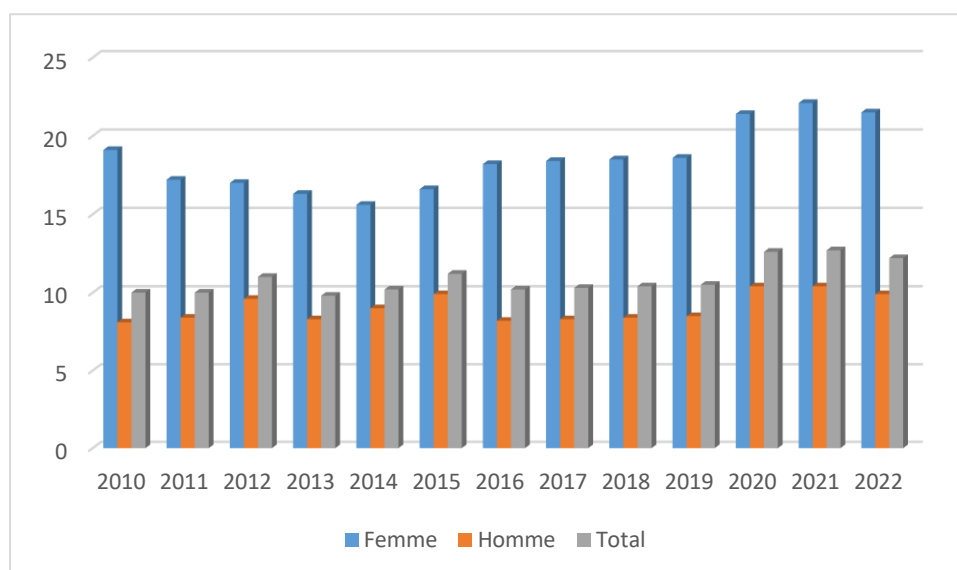
Source : réalisé par nous même à partir des données de l'ONS enquête 2010, 2015 et 2019.

Taux de chômage total est estimé à 10% en 2010 et a augmenté en 2019 à 11.4% dont les femmes 19.1% et 20.4% respectivement.

Le taux de chômage total a augmenté de 2010 à 2015 avec un taux de 2.5% causé du choc pétrolier de l'année précédente, et un recul jusqu'à 11.4% en 2019.

D'après le tableau 6, on remarque que chômage des hommes est inférieur par rapport à celui des femmes. Et que chômage des femmes augmente chaque fois que le niveau d'instruction est élevé. Il est noté, à cet effet, que la population féminine diplômées est plus touché par ce phénomène avec un taux de 20.7% diplômées de la formation professionnelle et 23.9% diplômées de l'enseignement supérieur.

Figure n°6 : taux de chômage selon les sexes, plus de 15 ans



Source : BIT - ILO Modelled Estimates

On remarque que le taux de chômage des femmes est presque le double de celui des hommes.

D'après le graphe de la figure n°6, on remarque une diminution de 3.5% de 2010 à 2014. Et une stabilité pendant 4 ans (de 2015 à 2019) avec un taux d'environ 18%. Comme on remarque une augmentation durant les années 2020 ,2021 et 2022 avec un taux de 21.5%, 22.1% et 21.5% respectivement, causé par la pandémie 2019 (la crise Covid-19), qui a affaibli toutes les économies du monde.

4. Le secteur et l'emploi informel en Algérie

4.1. Définition du secteur et emploi informel

Selon la résolution de la 15^{ème} conférence internationale du travail, le secteur informel est défini comme « l'ensemble des petites activités indépendantes, avec ou sans travailleurs rémunérés, exercés typiquement avec un faible niveau d'organisation et de technologie, ayant pour objectif principal de créer des emplois et des revenus à ceux qui y participent dans la mesure où activités sans menées sans approbation officielle des autorités et échappent aux mécanismes administratifs chargés de faire respecter la législation sur les impôts et le salaire minimum et d'autres instruments similaires concernant les questions fiscales et les conditions de travail, elles sont dissimulées.

Selon la 17^{ème} conférence internationale du travail 2003, l'emploi informel est décrit comme suit : les travailleurs à leur compte qui possèdent leurs propres entreprises du secteur informel ;les employeurs qui possèdent leurs entreprises du secteur informel, les travailleurs

familiaux non rémunérés qu'ils travaillent dans les entreprises du secteur formel ou du secteur informel ; les membres de coopératives de producteurs informelles ; les salariés qui occupent un emploi informel, qu'ils soient employés par des entreprises du secteur formel, par des entreprises du secteur informel ou par les ménages comme travailleurs domestiques rémunérés : les personnes qui travaillent d'une manière indépendante à la production de biens destinés à l'usage final exclusif de leur ménages.

4.2. Contexte d'évolution du secteur informel

L'aggravation de la crise économique et sociale à partir de la moitié des années 1980 a conduit à la mise en œuvre progressive de réformes libérales visant à instaurer l'économie de marché. Celles-ci connaissent un élargissement et une nette accélération à partir de 1994, à l'occasion de l'application du programme d'ajustement structurel (1994-1998). Le démantèlement du secteur public marchand s'accompagne d'une forte expansion du secteur privé (informel). Le chômage, en dépit de sa baisse ces dernières années, demeure élevé. Il résulte de la conjonction de la croissance démographique, de l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail (dont le taux d'activité s'élève de 3,86% en 1987 à 9,59% en 1998 (BIT, 2003) et des suppressions d'emploi massives dans le secteur public économique.

En dépit du phénomène de transition démographique entamé vers la deuxième moitié de la décennie 1980, l'augmentation de la population algérienne se caractérise par un accroissement plus important de la population en âge de travailler (15-60 ans). Alors qu'elle était globalement stable dans les années 1970 et 1980 (50% entre 1965 et 1985), la part de la population en âge de travailler dans la population totale passe de 55% en 1990 à 65% en 2005 (FEMISE, 2006).

4.3. Les femmes et l'emploi informel en Algérie

Les recherches économiques sur l'activité des femmes dans le secteur informel en Algérie sont très rares. Des travaux sociologiques, déjà anciens, (gillet, 2008 : Abrous, 1989) mettent l'accent sur l'entrepreneuriat féminin, qui ne recouvre qu'un aspect de l'emploi féminin. LAKJAA (1997) a étudié le travail informel à travers le cas des femmes travailleuses à domicile, à partir des enquêtes main-d'œuvre de l'ONS de 1990-1991. Ses résultats montrent que parmi les principales raisons de la prédominance du travail à domicile chez les femmes, la recherche d'un revenu de subsistance est privilégiée, puis les contraintes d'opposition familiale au travail à l'extérieur ainsi que les avantages que cette forme d'activité procure telle que la garde d'enfants. Musette (2004) a réalisé une enquête exploratoire des activités de trente femmes exerçant dans l'informel dans la région d'Alger. Les femmes se répartissent dans trois

catégories d'activités informelles féminines ressortent : celles qui réalisent des activités domestiques (nourrice, femmes de ménages...); celles qui réalisent des activités de transformation (pâtissières, rouleuses de couscous, couturières, coiffeuses...) et celles qui exercent le commerce informel (trabendistes, vendeuses de bijoux...).

MANRY (2006) a réalisé une enquête à Istanbul sur les nouvelles places marchandes en Méditerranée, d'où il ressort que nombre de femmes algériennes exercent des activités de contrebande dans le commerce à la valise (trabendo) de manière régulière et quasi professionnelle.

SOUABER (2006) a traité les raisons qui entravent une participation plus importante de la femme à l'activité économique, en appliquant une régression logistique aux données de l'enquête emploi 2004, sur deux catégories des femmes (actives et inactives). Ses résultats montrent que le niveau d'instruction joue un rôle primordial dans l'insertion des femmes sur le marché du travail.

CHENNOUF et HAFSI (2007), montrent que le capital humain (niveau d'éducation, expérience professionnelle), l'exercice dans l'industrie ou les services, l'affiliation, ou non à la sécurité sociale ont un effet positif sur la probabilité d'être entrepreneur plutôt que femme au foyer ayant une activité.

BOUFENIK (2010) souligne que l'insertion professionnelle des femmes par rapport aux hommes est faible dans l'économie marchande formelle ou informelle et importante dans l'économie informelle non marchande sous la forme de production (travail) domestique.

Conclusion :

L'analyse de la situation du marché du travail algérien nous a permis de constater que la participation des femmes à l'activité économique suit une logique tout à fait différente par rapport aux hommes. Pour les femmes c'est les variables relatives au capital humain : niveau d'instruction et formation professionnelle qui déterminent le plus la participation au marché du travail. Pour les hommes c'est plutôt l'âge qui détermine cette participation.

Chapitre

3

Chapitre 3 : L'impact de la participation des femmes sur la croissance économique étude économétrique

Après avoir présenté le cadre théorique de la participation des femmes au marché du travail et à la croissance économique en Algérie, nous procédons à une analyse empirique. Afin d'évaluer les déterminants du marché du travail en Algérie, Nous adapterons une approche qui consiste à estimer un modèle ARDL. Ce dernier nous permet d'analyser les variables relatives. L'objectif de cette étude économétrique est d'évaluer empiriquement les liaisons entre une variable à expliquer, la participation de la femme au marché du travail, et un ensemble de variables explicatives relevant de la sphère économique et démographique, et ce pour le cas de l'Algérie. Dans une première section nous procéderons à la spécification du modèle économétrique. Dans la deuxième section nous présenterons les résultats de l'estimation du modèle avec leurs interprétations.

Section 1 : Spécification du modèle économétrique ARDL

Pour notre analyse statistique, nous avons choisi quatre variables (PIBH, Taux de chômage des femmes, taux de population occupé et taux de la population active), Avant de faire une étude comparative entre ces variables, il est nécessaire de faire une description pour chaque variable, pour cela on utilise Le modèle ARDL qui nous permet de vérifier l'existence d'une relation à court et à long terme entre nos variables.

1. Revue de la littérature

Nous allons ici voir les propriétés d'un modèles économétriques de la forme $Y = X\beta + \epsilon$ et , où, contrairement aux autres modèles économétriques, les observations (de la variable à expliquer Y) $Y_1 ; Y_2 \dots Y_i ; Y_n$, ne sont pas observées pour des individus différents (et peuvent alors être supposées "indépendantes") mais sont des observations temporelles $Y_1; Y_2, \dots, Y_t, \dots ; Y_n$. Nous supposons ici la fonction de régression dépend des valeurs retardées d'une ou de plusieurs variables dépendantes.

2. Représentation du modèle

La théorie économique fournit des éléments sur les relations d'équilibre à long terme entre certaines variables. Le modèle ARDL est plus général que la simple relation d'équilibre de long terme. La représentation du modèle ARDL est comme suit :

$$Y_t = \alpha + \sum_{i=1}^p \gamma_i y_{t-i} + \sum_{j=0}^r \beta_j x_{t-j} + \delta_{wt} + \varepsilon_t$$

Le modèle se note : ARDL (p, r). Le cas particulier où (p = 0) et (r = 0) correspond au modèle d'ajustement partiel. Dans le cas d'un modèle auto-corrélé (d'ordre 1) ; p=1, r = 1 et $\beta_1 = -\gamma_1 \beta_0$, et dans le cas du modèle de régression classique, p = 0 et r = 0.

3. Teste Stationnarité

Pour déduire la série chronologique, il convient d'en étudier les caractéristiques stochastiques sont espérance et la variance lorsque trouvent modifiées dans le temps, la série chronologique est considérée comme non stationnaire, dans le cas d'un processus stochastique invariant, la série temporelle est alors stationnaire. De manière formalisée, le processus stochastique Y_T est stationnaire si :

- ✓ $E(y_t) = E(y_{t+m}) = \mu \quad \forall t \text{ et } \forall m$, la moyenne est constante et indépendante du temps.
- ✓ $VAR(y_t) = < \infty \quad \forall t$, la variance est finie indépendante du temps.
- ✓ $COV(y_t, y_{t+k}) = E[(y_t - \mu)(y_{t+k} - \mu)] = \gamma_k$ La convenance est indépendant du temps.
- Test graphiques L'illustration de l'évolution de nos différentes variables nous permet d'estimer si elles sont stationnaires ou non stationnaires.

4. Déterminer le nombre de retards

Critères d'information : Les critères d'information Akaike (AIC) et Schwarz Criteria (SIC) sont les critères les plus couramment utilisés pour la sélection de modèles.

❖ **Le critère d'Akaike :**

L'idée d'imposer une pénalité pour ajouter des paramètres au modèle a été reportée dans le critère AIC, qui est défini comme suit :

$$AIC = e^{2k/n} \frac{\sum \hat{u}_j^2}{n} = e^{2k/n} \frac{RSS}{n}$$

Où, k est le nombre de paramètres. Pour une commodité mathématique d'équation est écrit comme suit : $\ln AIC = \frac{2k}{n} + \ln \left(\frac{RSS}{n} \right)$

Où K est le nombre de paramètres dans le modèle, n est le nombre d'observations et RSS est la somme résiduelle des carrés.

Ln AIC = log naturel de l'AIC et 2k/n = facteur de pénalité. Certains manuels et logiciels définissent AIC uniquement en termes de transformation log dont il est inutile de mettre ln avant AIC. Comme vous le voyez dans cette formule, AIC impose une pénalité plus sévère que pour ajouter plus de régresseurs. En comparant deux ou plusieurs modèles, le modèle avec la valeur la plus basse d'AIC est préférée. Un avantage d'AIC est qu'il est utile non seulement pour l'échantillonnage, mais aussi pour l'exécution de prévisions de prélèvement d'un modèle de régression. En outre, il est utile pour les modèles imbriqués et non imbriqués. Il a également été utilisé pour déterminer la longueur de latence dans un modèle AR (p).

❖ Le critère des Schwarz :

Le critère SIC se définit comme suit :

$$SIC = n^{k/n} \frac{\sum \hat{u}^2}{n} = n^{k/n} \frac{RSS}{n}$$

Ou sous forme de log :

$$\ln SIC = \frac{k}{n} \ln n + \ln \left(\frac{RSS}{n} \right)$$

Où [(k/n) ln n] : est le facteur de pénalité. SIC impose une pénalité plus sévère qu'AIC, comme il est évident en comparant entre AIC et SIC. Comme AIC, plus faible entre les valeurs, mieux vaut le modèle. Encore une fois, comme AIC, SIC peut être utilisé pour comparer les performances de prévision des échantillons ou des échantillons d'un modèle.

5. Teste de racine unitaire :

Le teste de racine unitaire, comme celui de Dickey Fuller, consiste à tester l'hypothèse :

$$\left[\begin{array}{l} H1 : P = 1 \\ H2 : P < 1 \end{array} \right.$$

- Si ; $P = 1$, alors la variable X_t est une variable intégrée d'ordre 1.
- Si ; $P < 1$, alors la variable X_t est stationnaire
- Si ; $P = 1$, la variable X_t est dépendante de t , ce qui va à l'encontre de la condition stationnaire.
- Si ; $P < 1$, la variance de X_t est indépendante de t (constante).

La statistique de ce test est la statistique usuelle avec des valeurs critiques calculées par Dickey Fuller.

Le test de racine unitaire Dickey Fuller augmenté est utilisé quand les variables son autocorrélées. Le test consiste à tester l'hypothèse $\alpha = 1$ su modèle :

$$X_t = \alpha X_t + \sum_{i=1}^k \gamma_i \Delta X_{t-1} + v_t$$

Le deuxième terme à droite de l'équation a pour but de corriger le problème d'autocorrélation.

Dans le cas d'indépendance sérielle $Y_i = 0, \forall i$ et par conséquent le test de racine unitaire Dickey Fuller augmenté est identique au test Dickey Fuller. Les valeurs critiques sont identiques à celle du test antérieur.

6. Test de cointégration

La méthodologie ARDL / BoundsTesting de Pesaran et Shin (1999) et Pesaran et al. (2001) a un certain nombre de caractéristiques que de nombreux chercheurs estiment lui donner certains avantages par rapport aux tests de cointégration conventionnelle. D'après Pesaran et al. (2001).

Cette approche convient mieux pour des échantillons de tailles réduites. Cependant, la technique de cointégration de Johansen nécessite un grand échantillon pour obtenir un résultat valide. Ensuite, cette méthodologie peut être appliquée si les variables utilisées ; sont toutes I (1), sont toutes I (0), ou sont mixtes. En outre, le modèle ARDL concède un estimateur convergent des coefficients de long terme indépendamment du fait que les régresseurs sous-

jacents sont purement I (0), I (1) ou mutuellement Cointégrées d'après Pesaran et al. (2001). Le test ARDL Bound permet d'utiliser différents retards pour les régresseurs par opposition aux modèles VAR de Cointégration ou des retards.

Section 2 : Présentation des variables et estimation économique

Cette section sera la dernière phase de ce travail, et relative à la modélisation, l'objectif est d'analyser l'impact de la participation des femmes au marché du travail sur la croissance économique en Algérie est l'identification des variables explicatives, l'analyse et discussion des résultats obtenus.

1. Choix des variables

Nous avons essayé au mieux de choisir celles qui sont en relation directe avec la participation des femmes au marché du travail et la croissance économique en Algérie. Le choix s'est effectué sur la base de la littérature théorique présentée ci-dessus ainsi que les travaux empiriques antérieurs traitant une problématique similaire variables retenues dans la modélisation économétrique, le produit intérieur brut par habitant (PIBH) comme variable endogène (ou à expliquer), taux da population active des femmes (POPACTF), taux de chômage des femmes (CHOF) et le taux de la population féminine (POPOCCF) comme variables exogènes.

❖ Le produit intérieur brut par habitant (PIB /H)

Le produit intérieur brut par habitant (PIB /H) est un agrégat macroéconomique utilisé pour mesurer le niveau de croissance d'une économie. Cependant, il est utilisé pour mesurer aussi la production en vue d'améliorer notamment les politiques économiques.

❖ Population active féminine

C'est l'ensemble des femmes qui sont à la recherche d'un emploi, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient au chômage.

❖ Population occupée féminine

La population occupée féminine, c'est un groupement des femmes ayant effectué une activité de travail rémunérée.

❖ Chômage des femmes

Toutes les femmes en âge de travailler qui n'était pas en emploi, avait effectuée des activités de recherche d'emploi durant une période, et était actuellement disponible pour l'emploi si la possibilité d'occuper un poste de travail existait.

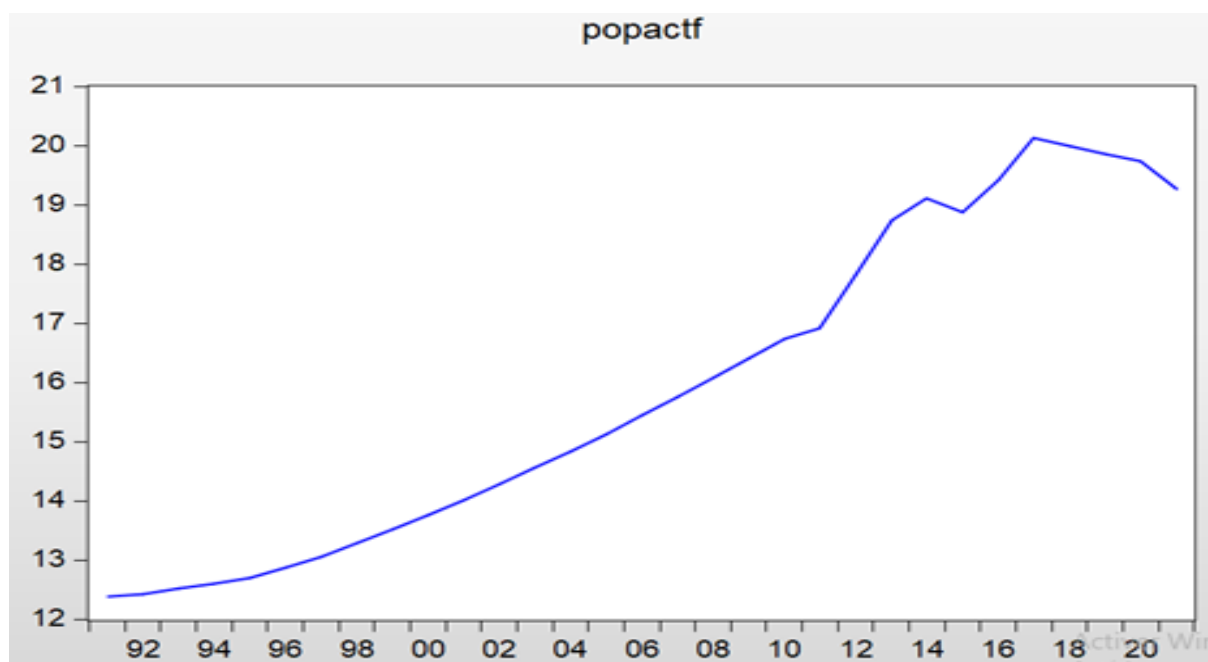
2. Analyse graphique de l'évolution des séries :

Les graphes nous donnent une idée sur la stationnarité ou pas de la série, c'est ce que nous allons démontrer par les tests de stationnarité.

○ La série de la population active des femmes

La figure ci-dessous, illustre l'évolution de la participation des femmes dans le marché du travail de 1991-2021.

Figure n°7 : Evolution de la participation des femmes à la population active



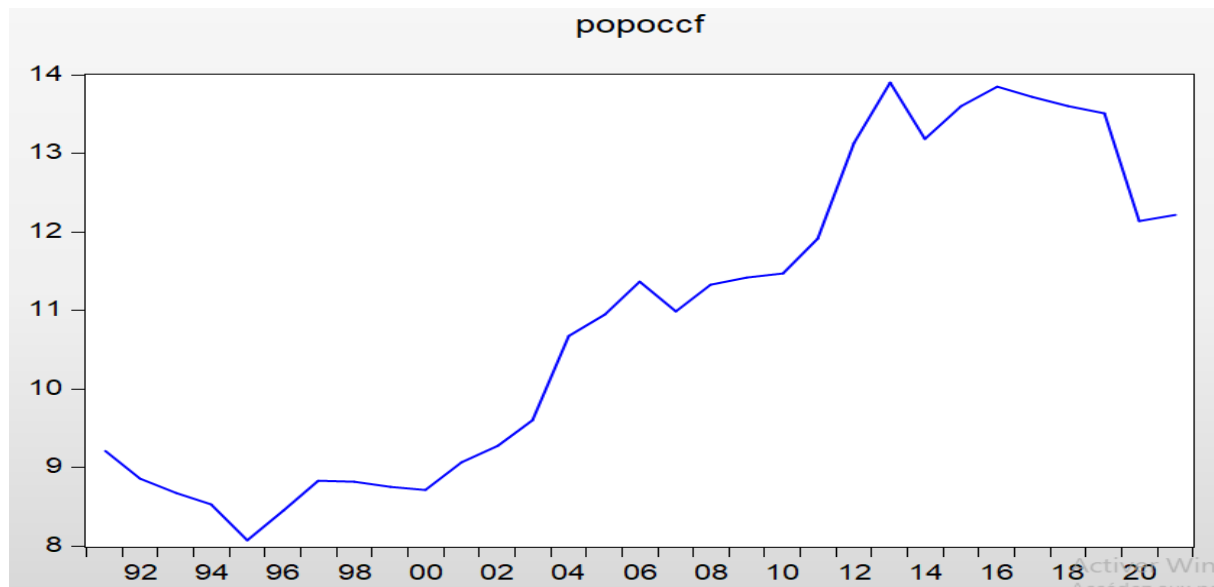
Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

D'après ce graphe la série possède une tendance à la hausse. Donc, elle n'est pas stationnaire.

○ **La série de la population occupée des femmes**

La figure ci-dessous nous montre l'évolution de la population occupée des femmes de 1991-2021.

Figure n°8 : Evolution de la population occupée des féminine



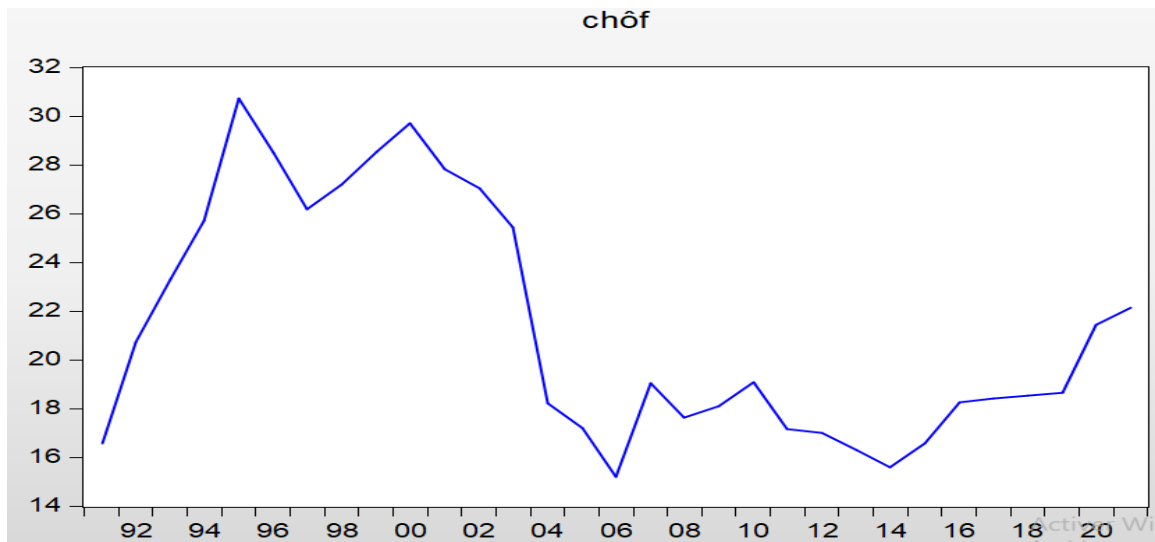
Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

Le graphe de la population occupée féminine nous montre qu'elle possède des fluctuations à la hausse et à la baisse entre les années 1995-2013 et 2019. Ainsi, on conclure que la série n'est pas stationnaire.

○ **La série de la population au chômage des femmes**

La figure ci-dessus nous montre l'évolution du chômage des femmes de 1991-2021

Figure n°9 : Evolution du chômage des femmes



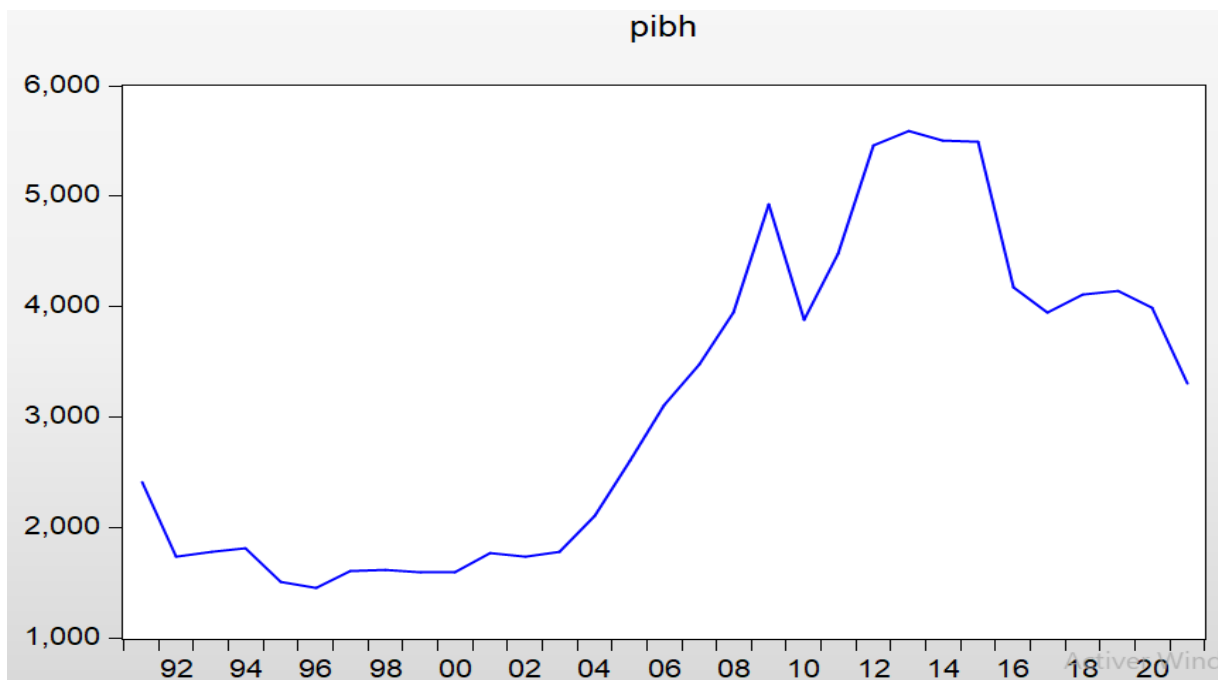
Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

Le graphe de chômage nous montre qu'elle possède des fluctuations à la hausse et à la baisse entre les années 1991-1995 et 2001. Ainsi, on conclure que la série n'est pas stationnaire.

○ **La série de produit intérieur brut par habitant**

La figure ci-dessous, illustre l'évolution de PIBH de 1991-2021.

Figure n°10 : Evolution de produit intérieur brut par habitant

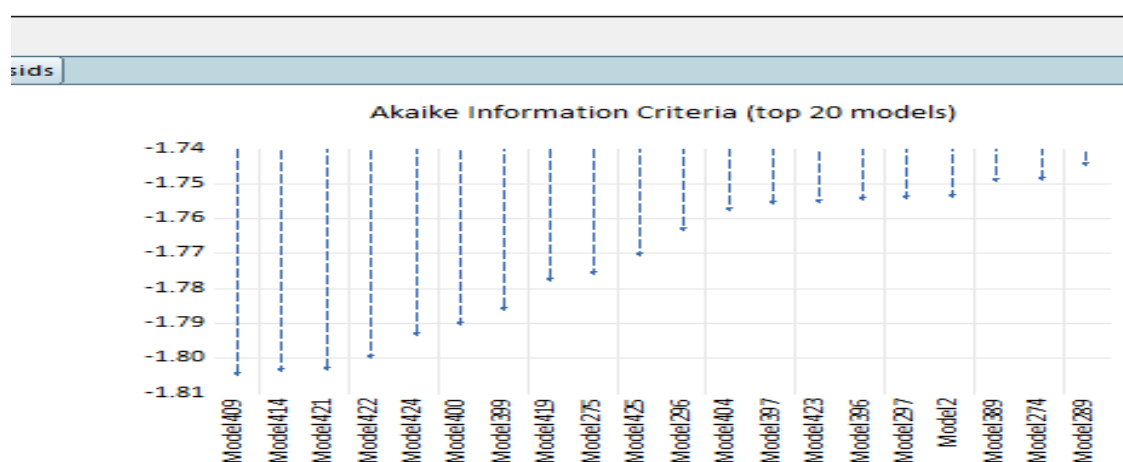


Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

Le graphe de PIBH nous montre qu'elle possède des fluctuations à la hausse et à la baisse entre les années 1991-1994 et 2004. Ainsi, on conclure que la série n'est pas stationnaire.

Dans notre travail, Avant d'estimer notre modèle, nous allons tout d'abord déterminer le modèle ARDL optimale selon le nombre de retard, sur la base du critère d'information Schwarz (SIC), la décision sera prise à partir du graphe suivant :

Figure n°11 : Le graphique de critère d'information de Schwarz



Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

Selon le figure n°11 le modèle qui minimise le critère de Schwarz est le modèle (1, 3,3, 1), car la valeur du SIC est la minimale.

Après avoir déterminé le nombre de retard de chaque variable il convient de procéder à la stationnarité de chaque série en utilisant le test de la racine unitaire, Dickey Fuller.

3. Teste de racine unitaire :

Pour s'assurer que les variables étudiées sont stationnaires soit en niveau I (0) ou après la première différenciation I (1), nous ferons appel au test de Dickey-Fuller augmenté (ADF).

Tableau N°7 : Résultat du test de racine unitaire appliqué sur les variables étudiées

		Au niveau			Décision
PIB	En niveau	M3	0.84	0.4	N'est pas stationnaire
H					

		M2	1.03	0.31	
		M1	-0.11	0.91	
	Différenciation	M1	-4.79	0.00	Stationnaire après la première différenciation
POPACTF	En niveau	M3	1.95	0.06	N'est pas stationnaire
		M2	1.15	0.25	
		M1	1.99	0.056	
	Différenciation		-3.09	0.0036	Stationnaire après la première différenciation
POPOCCF	En niveau	M3	1.34	0.19	N'est pas stationnaire
		M2	0.95	0.34	
		M1	0.93	0.35	
	Différenciation		-4.34	0.0002	Stationnaire après la première différenciation
CHÖF	En niveau	M3	-1.90	0.06	N'est pas stationnaire
		M2	1.58	0.125	
		M1	0.08	0.93	
	Différenciation		-4.55	0.0001	Stationnaire après la première différenciation

Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

NB : I (0) la variable est stationnaire en niveau, I (1) la variable est stationnaire après la première différenciation.

M3 : Modèle avec tendance et constante.

M2 : Modèle sans tendance avec constante.

M1 : Modèle sans tendance et sans constante.

Après avoir testé la stationnarité de différentes variables incluses dans la présente étude, on constate que toutes les variables sont stationnaires soit en niveau ou après la première différenciation. Par conséquent, le modèle ARDL peut être appliqué afin d'estimer une éventuelle relation de Cointégration produit intérieur brut par habitant et les variables explicatives (POPACTF, POPOCCF et CHÖF).

Toutes les séries sont non stationnaires, et intégrées d'ordre 1. Elles peuvent être cointégrées

4. Test de cointégration (Bounds-test) :

Tableau n°8 : Test de cointégration (Bounds-test)

Test-statistique	Valeur	k
F-statistique	5.101	3
Significations	Borne inférieure	Borne supérieure
10%	2.72	3.77
10%	3.008	4.15
5%	3.71	5.01
1%	5.33	5.06

Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

Les résultats de la procédure Bounds-test ci-dessous montre que la statistique de Fisher (5.101) est supérieure à la borne supérieure pour les différents seuils de significativité. Donc nous rejetons l'hypothèse H0 (l'absence de la relation de long terme) on constate l'existence d'une relation de cointégration entre les différentes variables.

L'estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL :

Tableau N° 9 : L'estimation de la relation de court terme (dynamique de court terme)

Variable	Coefficient	t-statistique	probabilité
C	8.255271	4.921661	0.02
DLOG(CHOFF)	-0.810333	-3.471323	0.0031
DLOG(CHOFF(-1))	0.064870	0.343708	0.7355
DLOG(CHOFF(-2))	0.436014	3.014080	0.0082
DLOG(POPACTF)	5.339484	3.295487	0.004
DLOG (POPACTF (-1))	1.511993	1.151740	0.2663
DLOG (POPACTF (-2))	1.835304	1.417748	0.1754
DLOG(POPOC)	-1.083946	-1.708906	0.1068
CointEg(-1)*	-0.523809	-4.922514	0.0002

Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

On désigne par D la différence première des variables considérées. En outre, le terme CointEg (-1) correspond au résidu retardé d'une période issue de l'équation d'équilibre de long terme. Son coefficient estimé est négatif et largement significatif, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur. Ce coefficient, qui exprime le degré avec lequel la variable PIBH sera rappelée vers la cible de long terme, est estimé de -0.523809 pour notre modèle ARDL, traduisant ainsi un ajustement à la cible de long terme plus au moins rapide.

Tableau N°10 : estimation de la relation long terme.

Variable	Coefficient	Std.Error	t-statistic	prob
LOG(CHOF)	-3.352348	0.865694	-3.872441	0.0013
LOG(CHOF)	6.688334	2.518622	2.655553	0.0173
LOG(POPOC)	-6.834590	2.997602	-2.280019	0.0367
EC=LOG(PIBH)-((-3.3523*LOG(CHOF)+6.6883*LOG(POPACF)-6.8346*LOG(POPOC))				

Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

La normalisation par rapport à la variable PIBH permet de réécrire l'équation de long terme sous la forme :

$$\text{LOG(PIBH)} = ((-3.3523 * \text{LOG(CHOF)} + 6.6883 * \text{LOG(POPACF)} - 6.8346 * \text{LOG(POPOC)})$$

. Il existe une relation positive entre la croissance économique et la population active féminine, le coefficient estimé est de 6.6883, ce qui signifie statistiquement que lorsque POPACTF augmente de 1%, le produit intérieur brut par habitant augmente de 6.68%, néanmoins, le CHOF, POPOC, ont un impact négatif sur la croissance économique.

5. Validation du modèle :

La validation du modèle se réfère à divers tests statistiques de spécification pour vérifier si le modèle est congru, c'est-à-dire qu'il ne peut être mis à défaut.

Tableau n°11 : Teste autocorrélation

Teste statistique		Prob
F-statistique	0.120129	0.8877
Obs*R-squared	0.472407	0.7896

Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

La probabilité associée au F-statistique est supérieure à 0.05. Par conséquent, cela signifie que l'hypothèse qu'il y'a l'absence d'autocorrélation des erreurs est acceptée.

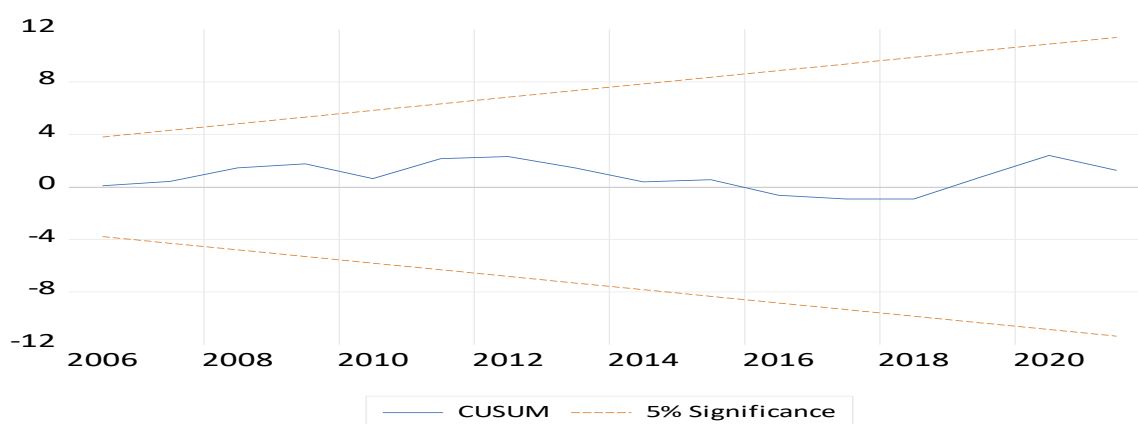
Tableau n°12 : Teste hétéroscédasticité

Teste statistique		Prob
F-statistique	0.241911	0.6271
Obs*R-squared	0.258760	0.6110

Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

D'après le tableau ci-dessus, les résidus ne sont pas hétéroscédastiques, car la probabilité du F-statistic est supérieur à 5%. Alors la variance des résidus du modèle est constante.

Figure n°12 : Teste de stabilité



Source : réalisation personnelle à partir des données Eviews10.

Les résultats nous indiquent l'absence d'instabilité des coefficients car la courbe de la statistique CUSUM se situe à l'intérieur des bandes critiques de l'intervalle de confiance à 5% de la stabilité des paramètres.

6. Interprétation des résultats :

Pour étudier la relation de la participation des femmes au marché du travail et la croissance économique, nous procédons donc à l'interprétation des résultats obtenus dans le modèle ARDL (long terme, et court terme) pour les différentes séries étudiées :

*D'après le test de Bound-test on constate qu'il existe une relation de cointégration entre le produit intérieur brut par habitant et les variables explicatives (POPACTF, POPOCCF et CHOF).

Les résultats de long et court terme montrent qu'il y a une relation positive entre le PIBH et la participation des femmes dans le marché du travail, mais reste faible, c'est dû aux obstacles que la femme rencontre dans la sphère économique comme le chômage féminin, la crise nationale de l'emploi structuré qui force les femmes à investir dans les activités informelles et le travail non déclaré.

En effet, la population active des femmes influe de façon positive, ce qui signifie statistiquement que lorsque la population active féminine augmente de 1%, le produit intérieur brut par habitant augmente de 6.68%, néanmoins, la population occupée féminine et chômage des femmes ont un impact négatif sur la croissance économique.

De ce fait, lorsque la participation des femmes au marché du travail en Algérie augmente le PIBH va commencer à augmenter

* En ce qui concerne la relation entre le chômage des femmes et la croissance économique, les résultats d'estimation à long et à court terme montrent que le chômage des femmes influence négativement, elle freine la croissance économique. Et la population occupée féminine a un impact négatif sur la croissance économique car la croissance du PIB en Algérie est basée sur deux secteurs d'activité essentielle (les hydrocarbures, le bâtiment et travaux publics) ou la participation des femmes dans ces deux secteurs est très faible.

Conclusion :

Au terme de cette analyse, nous avons examiné l'impact de la participation des femmes au marché du travail sur la croissance économique en Algérie de 1991 à 2021, On a procédé au nombreux test en utilisant le modèle économétrique ARDL. Le produit intérieur brut par habitant est représenté comme variable endogène, et les autres variables exogènes qui sont la population active féminine, population occupée féminine et chômage des femmes.

Après avoir procéder à la stationnarisation des différentes séries, en utilisant le test de la racine unitaire (ADF) qui nous a montré que les variables sont stationnaires après la première différenciation I (1). Cela pour pouvoir estimé un modèle ARDL, passant par le test de Bounds-test.

Les résultats d'estimation de la relation de court et long terme ont révélé qu'il existe une relation positive entre la variable du produit intérieur brut par habitant et la population active féminine, et une relation négative entre la variable de la croissance économique par habitant, La population occupée féminine et chômage des femmes.

Quant au résultat du modèle ARDL, la participation des femmes au marché du travail a un impact positif sur la croissance économique par habitant mais avec une tendance très faible.

Conclusion générale

Le marché du travail est l'un des ressources essentielles dans une économie quel que soit son niveau de développement. Certaines économies cherchent à créer de nouvelles techniques productives en investissant dans le marché du travail en impliquant la femme à la participation de la création de nouvelle technologie qui nécessite un niveau élevé de capital humain, pour exploiter cette ressource.

Nous voilà au terme de notre recherche portée sur la problématique de la participation des femmes au marché du travail et à la croissance économique et des facteurs qui lui sont les plus explicatifs.

Au cours de notre étude, nous avons consacré le premier chapitre pour éclairer quelques notions théoriques et conceptuelles du marché de travail ainsi que les fondateurs de ces théories et traiter le contexte général de la croissance économique.

Dans le deuxième chapitre nous avons essayé de donner un aperçu général sur le marché du travail algérien, et une étude descriptive sur l'implication féminine, ainsi que leur évolution dans le temps selon quelques indicateurs du marché de travail. Elle nous a permis de situer la place de la femme au marché de travail face à de différentes contraintes.

Finalement, le dernier chapitre est une analyse économétrique de la relation entre les deux concepts ; femme au marché du travail et croissance en Algérie pour la période de 1991 et 2021. Les variables utilisées dans le modèle sont le produit intérieur brut par habitant comme une variable concernant la croissance économique, population active féminine, population occupée féminine en chômage des femmes.

Après avoir analysé ces données nous avons conclu que la femme au marché du travail peut être un point très essentiel qui influence positivement sur la croissance économique en Algérie ou nous avons jugé nécessaire de résumer l'essentiel des résultats auxquels nous sommes parvenus :

- Le produit intérieur brut par habitant n'est pas causé par la population occupée des femmes, en revanche la population active féminine qui cause le produit intérieur brut par habitant.

D'après le test de cointégration nous acceptons l'hypothèse d'exister une relation de cointégration.

Au terme de notre étude nous avons conclu que l'évolution du marché du travail mesuré par la population active des femmes qui influencent positivement sur la croissance économique en Algérie.

La croissance économique d'un pays dépend toujours de son marché de travail, pour cela il faudrait mettre en place des structures adaptées au besoin des femmes pour avoir un accès au marché de travail dans tous les secteurs en vue d'améliorer les conditions permettant à chaque personne active de trouver son emploi idéal. Mais l'effet du marché du travail sur la croissance économique ne résulte pas d'une règle universelle, elle dépend fortement des conditions économique et institutionnelles propres à chaque pays et à chaque période.

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Numéro du tableau	Titre du tableau
1	Evolution de quelques indicateurs du marché du travail
2	Taux d'activité économique et taux d'emploi selon le sexe, niveau d'instruction et diplôme
3	Population occupée selon secteur d'activité de l'établissement, et le sexe en milliers
4	Répartition de la population occupée selon le secteur juridique
5	Répartition de la population active et taux d'activité économique (2011 et 2019) selon les sexes
6	Taux de chômage selon le niveau d'instruction, le diplôme obtenu et le sexes en %
7	Résultat du test de racine unitaire appliqué sur les variables étudiées
8	Teste de cointégration (Bounds-test)
9	L'estimation de la relation de court terme
10	Estimation de la relation long terme
11	Teste d'autocorrélation
12	Teste hétéroscédasticité

Liste des figures

Liste des figures

Numéro de figure	Nom de la figure
1	l'équilibre du marché du travail
2	Croissance annuelle du PIB(%)en Algérie
3	La part des femmes dans la population active au sens du BIT (2010-2022)
4	Taux d'activité économique des femmes
5	Emploi par sexe en Algérie (en milliers)
6	Taux de chômage selon les sexes, plus de 15 ans
7	Evolution de la participation des femmes à la population active
8	Evolution de la population occupée féminine
9	Evolution du chômage des femmes
10	Evolution de produit intérieur brut par habitant
11	Le graphique de critère d'information de Schwarz
12	Teste de stabilité

Les annexes

Annexe n°1 : Base de données

Années	PIBH	POPACTF	POPOCCF	CHOF
1991	2408,82299	12,4300131	9,21100044	16,5849991
1992	1731,62137	12,5262201	8,85000038	20,7199993
1993	1776,02828	12,5970165	8,67599964	23,3050003
1994	1807,29745	12,6968057	8,52400017	25,7180004
1995	1507,88666	12,8716279	8,06700039	30,7380009
1996	1452,27843	13,0549861	8,45300007	28,5060005
1997	1603,9403	13,2817524	8,83199978	26,1669998
1998	1619,79775	13,5152728	8,81499958	27,177
1999	1596,00393	13,7564285	8,75699997	28,5160007
2000	1588,34891	14,0079284	8,71500015	29,7180004
2001	1765,02715	14,2765375	9,06599998	27,8040009
2002	1740,60665	14,5543777	9,27999973	27,0300007
2003	1781,82891	14,8399548	9,60599995	25,4309998
2004	2103,38129	15,1345542	10,6739998	18,2019997
2005	2610,18542	15,4368115	10,9460001	17,2110004
2006	3113,09488	15,7468129	11,3599997	15,198
2007	3478,71	16,0657897	10,9919996	19,0259991
2008	3950,51299	16,3933324	11,3330002	17,6130009
2009	4923,63162	16,7280734	11,4180002	18,0930004
2010	3883,2709	16,9048414	11,4720001	19,0849991
2011	4480,78632	17,8075148	11,9090004	17,1560001
2012	5455,6794	18,7370509	13,1309996	17,0179996
2013	5592,22011	19,1108014	13,8990002	16,2849998
2014	5499,58733	18,8720955	13,1859999	15,5810003
2015	5493,05669	19,4283333	13,6000004	16,5669994
2016	4177,88954	20,1188082	13,8540001	18,2390003
2017	3946,45245	19,9831852	13,7220001	18,4150009
2018	4109,69822	19,8499839	13,6009998	18,5200005
2019	4142,01856	19,7387453	13,507	18,6299992
2020	3989,66828	19,2552833	12,132	21,4500008
2021	3306,85821	19,3824543	12,2119999	22,132

Annexe n°2 : Teste de stationnarité de CHOF

Modèle 3 :

Null Hypothesis: CHOF has a unit root					
Exogenous: Constant, Linear Trend					
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)					
			t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.415679	0.3646	
Test critical values:	1% level		-4.296729		
	5% level		-3.568379		
	10% level		-3.218382		
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.					
Augmented Dickey-Fuller Test Equation					
Dependent Variable: D(CHOF)					
Method: Least Squares					
Date: 06/15/22 Time: 22:45					
Sample (adjusted): 1992 2021					
Included observations: 30 after adjustments					
	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
	CHOF(-1)	-0.254453	0.105334	-2.415679	0.0227
	C	7.355098	2.916016	2.522310	0.0179
	@TREND("1991")	-0.112540	0.059049	-1.905871	0.0674

Modèle 2 :

Null Hypothesis: CHOF has a unit root				
Exogenous: Constant				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-1.523390	0.5083
Test critical values:	1% level		-3.670170	
	5% level		-2.963972	
	10% level		-2.621007	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(CHOFF)

Method: Least Squares

Date: 06/15/22 Time: 22:46

Sample (adjusted): 1992 2021

Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CHOFF(-1)	-0.134718	0.088433	-1.523390	0.1389
C	3.057550	1.933899	1.581029	0.1251

Modèle 1 :

Null Hypothesis: CHOFF has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.080120	0.7006
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(CHOFF)

Method: Least Squares

Date: 06/15/22 Time: 22:47

Sample (adjusted): 1992 2021

Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CHOFF(-1)	0.001612	0.020122	0.080120	0.9367

La différenciation :

Null Hypothesis: D(CHOF) has a unit root					
Exogenous: None					
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)					
			t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-4.552439	0.0001	
Test critical values:	1% level		-2.647120		
	5% level		-1.952910		
	10% level		-1.610011		
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.					
Augmented Dickey-Fuller Test Equation					
Dependent Variable: D(CHOF,2)					
Method: Least Squares					
Date: 06/15/22 Time: 22:48					
Sample (adjusted): 1993 2021					
Included observations: 29 after adjustments					
	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
	D(CHOF(-1))	-0.797921	0.175273	-4.552439	0.0001

Annexe n°3 : Teste de stationnarité du PIBH

Modèle 3 :

Null Hypothesis: PIBH has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-1.252355	0.8804
Test critical values:	1% level		-4.296729	
	5% level		-3.568379	
	10% level		-3.218382	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				

Dependent Variable: D(PIBH)
Method: Least Squares
Date: 06/15/22 Time: 22:49
Sample (adjusted): 1992 2021
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBH(-1)	-0.143641	0.114697	-1.252355	0.2212
C	227.1874	219.3376	1.035789	0.3095
@TREND("1991")	16.10397	18.94696	0.849950	0.4028

Modèle 2 :

Null Hypothesis: PIBH has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.984868	0.7457
Test critical values:		
1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(PIBH)
Method: Least Squares
Date: 06/15/22 Time: 22:50
Sample (adjusted): 1992 2021
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBH(-1)	-0.062776	0.063740	-0.984868	0.3331
C	225.2290	218.2356	1.032045	0.3109

Modèle 1 :

Null Hypothesis: PIBH has a unit root					
Exogenous: None					
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)					
			t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-0.112714	0.6366	
Test critical values:	1% level		-2.644302		
	5% level		-1.952473		
	10% level		-1.610211		
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.					
Augmented Dickey-Fuller Test Equation					
Dependent Variable: D(PIBH)					
Method: Least Squares					
Date: 06/15/22 Time: 22:50					
Sample (adjusted): 1992 2021					
Included observations: 30 after adjustments					
	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
	PIBH(-1)	-0.003004	0.026648	-0.112714	0.9110

La différenciation :

Null Hypothesis: D(PIBH) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-4.795410	0.0000
Test critical values:	1% level		-2.647120	
	5% level		-1.952910	
	10% level		-1.610011	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(PIBH,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/15/22 Time: 22:51				
Sample (adjusted): 1993 2021				

Included observations: 29 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIBH(-1))	-0.902436	0.188187	-4.795410	0.0000

Annexe n°4 : Teste de stationnarité de POPACTF

Modèle 3 :

Null Hypothesis: POPACF has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.124588	0.5106
Test critical values:	1% level		-4.323979	
	5% level		-3.580622	
	10% level		-3.225334	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(POPACF)				
Method: Least Squares				
Date: 06/15/22 Time: 22:52				
Sample (adjusted): 1995 2022				
Included observations: 28 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
POPACF(-1)	-0.261129	0.122908	-2.124588	0.0451
D(POPACF(-1))	0.701573	0.190613	3.680607	0.0013
D(POPACF(-2))	-0.348129	0.218339	-1.594443	0.1251
D(POPACF(-3))	0.529090	0.206462	2.562654	0.0178
C	2.948588	1.295106	2.276716	0.0329
@TREND("1991")	0.075200	0.038549	1.950775	0.0639

Modèle 2 :

Null Hypothesis: POPACF has a unit root					
Exogenous: Constant					
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)					
			t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-0.457765	0.8865	
Test critical values:	1% level		-3.661661		
	5% level		-2.960411		
	10% level		-2.619160		
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.					
Augmented Dickey-Fuller Test Equation					
Dependent Variable: D(POPACF)					
Method: Least Squares					
Date: 06/15/22 Time: 22:53					
Sample (adjusted): 1992 2022					
Included observations: 31 after adjustments					
	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
	POPACF(-1)	-0.009071	0.019817	-0.457765	0.6505
	C	0.369896	0.319028	1.159449	0.2557

Modèle 1 :

Null Hypothesis: POPACF has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			1.991447	0.9868
Test critical values:	1% level		-2.644302	
	5% level		-1.952473	
	10% level		-1.610211	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(POPACF)				
Method: Least Squares				
Date: 06/15/22 Time: 22:53				

Sample (adjusted): 1993 2022				
Included observations: 30 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
POPACF(-1)	0.007984	0.004009	1.991447	0.0563
D(POPACF(-1))	0.411494	0.175348	2.346721	0.0262

La différenciation :

Null Hypothesis: D(POPACF,1) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 7 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-3.096795	0.0036
Test critical values:	1% level		-2.674290	
	5% level		-1.957204	
	10% level		-1.608175	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(POPACF,3)				
Method: Least Squares				
Date: 06/15/22 Time: 22:54				
Sample (adjusted): 2001 2022				
Included observations: 22 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(POPACF(-1),2)	-4.347751	1.403952	-3.096795	0.0079
D(POPACF(-1),3)	3.316827	1.440476	2.302591	0.0372
D(POPACF(-2),3)	2.481588	1.404215	1.767242	0.0990
D(POPACF(-3),3)	2.045788	1.276567	1.602569	0.1313
D(POPACF(-4),3)	2.530663	1.227173	2.062188	0.0583
D(POPACF(-5),3)	1.788588	0.905513	1.975220	0.0683
D(POPACF(-6),3)	1.846915	0.656025	2.815311	0.0138
D(POPACF(-7),3)	1.937148	0.544257	3.559249	0.0031

Annexe n°5 : Teste de stationnarité de POPOCCF

Modèle 3 :

Null Hypothesis: POPOC has a unit root					
Exogenous: Constant, Linear Trend					
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)					
			t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-1.532513	0.7952	
Test critical values:	1% level		-4.296729		
	5% level		-3.568379		
	10% level		-3.218382		
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.					
Augmented Dickey-Fuller Test Equation					
Dependent Variable: D(POPOC)					
Method: Least Squares					
Date: 06/15/22 Time: 22:55					
Sample (adjusted): 1992 2021					
Included observations: 30 after adjustments					
	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
	POPOC(-1)	-0.194756	0.127083	-1.532513	0.1370
	C	1.607708	0.975872	1.647458	0.1111
	@TREND("1991")	0.039097	0.029132	1.342041	0.1908

Modèle 2 :

Null Hypothesis: POPOC has a unit root				
Exogenous: Constant				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-0.768124	0.8137
Test critical values:	1% level		-3.670170	
	5% level		-2.963972	
	10% level		-2.621007	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				

Dependent Variable: D(POPOC)
Method: Least Squares
Date: 06/15/22 Time: 22:56
Sample (adjusted): 1992 2021
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
POPOC(-1)	-0.035641	0.046400	-0.768124	0.4488
C	0.486839	0.511919	0.951008	0.3497

Modèle 1 :

Null Hypothesis: POPOC has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.932234	0.9022
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(POPOC)
Method: Least Squares
Date: 06/15/22 Time: 22:56
Sample (adjusted): 1992 2021
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
POPOC(-1)	0.007766	0.008331	0.932234	0.3589

La différenciation :

Null Hypothesis: D(POPOC) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.344944	0.0001

Test critical values:	1% level	-2.647120		
	5% level	-1.952910		
	10% level	-1.610011		
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(POPOC,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/15/22 Time: 22:57				
Sample (adjusted): 1993 2021				
Included observations: 29 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(POPOC(-1))	-0.797146	0.183465	-4.344944	0.0002

Annexe n°6 : Test de cointégration :

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	5.101293	10%	2.72	3.77
		Finite Sample: n=30		
		10%	3.008	4.15
		5%	3.71	5.018
		1%	5.333	7.063

Annexe n°7 : Estimation de la relation de long terme

Levels Equation				
Case 3: Unrestricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(CHOF)	-3.352348	0.865694	-3.872441	0.0013
LOG(POPACF)	6.688334	2.518622	2.655553	0.0173
LOG(POPOC)	-6.834590	2.997602	-2.280019	0.0367
EC = LOG(PIBH) - (-3.3523*LOG(CHOF) + 6.6883*LOG(POPACF) - 6.8346 *LOG(POPOC))				

Annexe n°8 : Estimation de la relation de court terme

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: DLOG(PIBH)				
Selected Model: ARDL(1, 3, 3, 1)				
Case 3: Unrestricted Constant and No Trend				
Date: 06/15/22 Time: 22:41				
Sample: 1991 2022				
Included observations: 28				
ECM Regression				
Case 3: Unrestricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	8.255271	1.677334	4.921661	0.0002
DLOG(CHOFF)	-0.810333	0.233436	-3.471323	0.0031
DLOG(CHOFF(-1))	0.064870	0.188737	0.343708	0.7355
DLOG(CHOFF(-2))	0.436014	0.144659	3.014080	0.0082
DLOG(POPACF)	5.339484	1.620241	3.295487	0.0046
DLOG(POPACF(-1))	1.511993	1.312790	1.151740	0.2663
DLOG(POPACF(-2))	1.835304	1.294520	1.417748	0.1754
DLOG(POPOC)	-1.083946	0.634292	-1.708906	0.1068
CointEq(-1)*	-0.523809	0.106411	-4.922514	0.0002
R-squared	0.766361	Mean dependent var		0.022201
Adjusted R-squared	0.667986	S.D. dependent var		0.130231
S.E. of regression	0.075040	Akaike info criterion		-2.086501
Sum squared resid	0.106989	Schwarz criterion		-1.658292
Log likelihood	38.21101	Hannan-Quinn criter.		-1.955593
F-statistic	7.790247	Durbin-Watson stat		1.954465
Prob(F-statistic)	0.000124			

Annexe n°9 : Test autocorrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	0.120129	Prob. F(2,14)	0.8877
Obs*R-squared	0.472407	Prob. Chi-Square(2)	0.7896

Annexe n°10 : Test hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: ARCH			
F-statistic	0.241911	Prob. F(1,25)	0.6271
Obs*R-squared	0.258760	Prob. Chi-Square(1)	0.6110

Bibliographie

Articles :

- Monde développement « Hassiba-Ghebi ».
- Lamia Benhabib, Philippe Addair, (dans revue française d'économie 2017).
- Maruani, Margaret. Travail et emploi des femmes, (Paris, la découverte 2000, rééd 2003).
- Meon, Monique, « des femmes et des métiers ; encore bien loin de la parité ».
- Hassiba Gherbi ; dans le monde de développement 2014.
- Meurs, Dominique, ponthieux, Sophie, « Ecart de salaire » dans Maruani, Margaret, Femme, genre et société, l'état des pouvoirs, paris, la découverte 2005.
- MTA, régulation et croissance économique en Algérie (Rafik Boulia-Hassane, Fatiha Talahite).

Site web

- Maxicours.com
- (ops.dz) Algérie presse service
- Beaboss.fr
- Perspective monde
- Larousse.fr
- Ons.dz
- Banque mondiale.org
- Libetre-Algérie.com
- BIT
- Statista.com

Résumé

Résumé :

L'objectif de ce travail est d'étudier l'impact de la participation des femmes au marché du travail en Algérie sur la croissance économique, à travers une démarche économétrique. Afin de déterminer la relation entre la participation des femmes au marché du travail algérien et le produit intérieur brut par habitant durant la période allant de 1991 à 2021, nous avons optés un modèle ARDL, et ce modèle est estimé à partir des données de la banque mondiale. Il en ressort des estimations effectuées l'existence d'une relation de cointégration entre les variables prises en considération.

Abstract :

The objective of this work is to study the impact of women's participation in the labor market in Algeria on economic growth, through an econometric approach. In order to determine the relationship between the participation of women in the Algerian labor market and the gross domestic product per capita during the period from 1991 to 2021, we have opted for an ARDL model, and this model is estimated from data from the bank world. The estimates made show the existence of a cointegration relationship between the variables taken into consideration.